



Ibrahim Maalouf à Istanbul :
« Tout ce que je fais est basé sur
une certaine forme de liberté »

(lire la suite page 13)

Le jeudi 13 mars à 20h :
**Ars Antiqua
de Paris**



(lire la suite page 16)

La table de Gönül Paksoy édition 2014



**Rendez-vous annuel de la plus renommée des stylistes
turques qui allie à la perfection l'esthétique et la beauté
visuelle au goût raffiné et exquis.**

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

**Les élections municipales en
Turquie et en France :**
des élections locales aux enjeux
nationaux et un test pour les
gouvernements respectifs



(lire la suite page 10)

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 108, Mars 2014

La visite de Hollande en Turquie

Les 27 et 28 janvier derniers, le président de la République François Hollande était en visite officielle en Turquie. La dernière visite d'un chef d'État français remontait à 1992 avec François Mitterrand. Après 22 ans d'absence et un quinquennat - celui de Nicolas Sarkozy - ayant fragilisé le partenariat franco-turc, le président français se devait de donner un nouveau souffle aux relations bilatérales. Mais concrètement, que peut-on retenir de cette visite? Nous sommes allés à la rencontre de spécialistes - politologues, chercheurs, journalistes - et les avons interrogés sur cette visite. Entre candidature de la Turquie à l'Union Européenne (UE) et relance des relations économiques, voici leurs opinions...



Les spécialistes interrogés ont été unanimes : après 22 ans d'absence, il était temps qu'un président français effectue une visite d'Etat en Turquie. Et comme le précise **Cengiz Aktar**, professeur de Sciences Politiques rattaché au *Istanbul Policy Center* : « avant il faut remonter à 1968 et encore avant à l'impératrice Eugénie en 1869. Ce n'est pas très sérieux ». **Fusun Türkmen**, professeur de Relations Internationales à l'Université Galatasaray, évoque quant à elle une visite portant « une valeur symbolique » et « un geste d'ouverture qui était très attendu en Turquie », surtout « à la suite de la période houleuse du gouvernement Sarkozy ».

(lire la suite page 4)

Antoine Tournand du groupe Total en Turquie : « Se développer et accompagner la croissance du pays »



Père de famille, baroudeur, Antoine Tournand est aussi le directeur général de la filiale turque du groupe Total. Après être passé par le Mozambique et l'Ethiopie, Antoine Tournand est arrivé il y a deux ans à Istanbul. Le directeur général a pris le temps d'expliquer à Aujourd'hui la Turquie la vision du groupe Total et ses objectifs sur le marché turc.

Pouvez-vous nous parler de votre parcours ?

J'ai fait l'essentiel de ma carrière chez Total. J'y suis entré en 1993, et 20 ans après j'y suis toujours et je suis très content d'y être. Dans un premier temps j'ai travaillé en France, sur le réseau de distribution. Par la suite, mon parcours s'est orienté vers une carrière de management dans ce que nous appelons la structure Afrique-Moyen-Orient. Donc j'ai assumé des responsabilités de directeur de filiale au Mozambique et en Éthiopie. J'avais également des responsabilités fonctionnelles : le développement commercial européen sur le *business non-fuel* dans nos stations, lavage, restauration et autres activités de diversification.. Et je suis directeur général de la Turquie depuis maintenant deux ans, puisque j'ai été nommé au 1er mars.

Vous restez combien de temps normalement dans un poste ?

J'y reste le plus longtemps possible, mais chez Total on n'a pas de contrat fixe. La durée d'un poste, c'est normalement entre 3 et 5 ans, mais l'expatriation est un mode fluide, contrairement à d'autres entreprises.

Qu'est-ce que vous pouvez nous dire de l'implantation de Total en Turquie ?

Total est en Turquie depuis 20 ans, aujourd'hui 5^{ème} acteur sur le marché pétrolier (marché réseau) avec 6% de part de marché réseau et 440 stations sur l'ensemble du territoire. Nous avons lancé un programme de développement en 2012 pour arriver à 500 stations-services d'ici 2018 et augmenter notre part de marché. Il faut aussi noter que, dans le domaine des lubrifiants, nous avons plus de 11% de part de marché.

(lire la suite page 3)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

Après la visite...

Le mois dernier, le Président de la République française, François Hollande, a effectué une visite officielle en Turquie, en essayant d'échapper à la presse.

(lire la suite page 5)

**L'Université de Galatasaray,
un symbole de la
francophonie en Turquie**



(lire la suite page 6)

Retour sur...

**Chypre : une nouvelle tentative de paix
sur l'île, l'édito de Mireille Sadège, P.2**

*Les relations germano-turques : entre re-
mous politiques et solidarité économique,
un article de Julie Delaporte P.8*

**L'économie turque n'a pas dit son der-
nier mot, une tribune de Louise Pierre P.9**

**Un voyage de 16 000 km
au travers de l'Australie**

(lire la suite page 15)



Les Jeux Olympiques de Sotchi : une folie des grandeurs qui ravive un parfum de Guerre Froide et occulte les valeurs olympiques



« Scandales de corruption », « pots de vin », « dérives financières » : les adjectifs ne manquent pas pour pointer du doigt et décrier les Jeux Olympiques d'Hiver 2014 qui viennent de se terminer à Sotchi. Ces Jeux Olympiques sont gangrenés par une maladie qui se nomme argent, occultant de ce fait la conception initiale de ce rassemblement sportif qui a vu le jour dans la Grèce antique. Selon le baron Pierre de Coubertin, historien et pacifiste, à l'origine de la renaissance des Jeux en 1894, le sport devait permettre aux athlètes du monde entier de s'affronter et de mettre en exergue des valeurs telles que la loyauté, le respect et la fraternité. Alors certes, les Jeux Olympiques de Sotchi sont marqués par de nombreux soupçons de corruption et certaines dérives environnementales, mais que reste-il des valeurs olympiques et de l'émotion que le sport transmet à travers les continents et les âges ?

Avant même le lancement de la compétition, on peut d'ores et déjà affirmer que les Jeux Olympiques de Sotchi ont battu le record de l'Olympiade la plus coûteuse de l'histoire. En effet, à eux seuls, ces JO sont plus chers que tous les Jeux d'Hiver organisés depuis Chamonix en 1924. La facture totale s'élèverait à 50 milliards de dollars, dont seulement 6,4 seraient alloués aux Jeux à proprement parler.

Cette donnée pose le second problème, celui de la corruption. Selon plusieurs ONG, le volume du budget final qui aurait été consacré à la corruption serait de 30 à 50%. Les principaux gagnants de l'organisation des JO de Sotchi seraient le conglomérat d'Etat Olimpstroy, la société des frères Rotenberg, amis d'enfance de Vladimir Poutine, et les Chemins de fer russes -société détenue à 100 % par l'Etat- dont le patron, Vladimir Yakouline, est également un ami de Poutine. Doit-on parler de mafia, d'une nouvelle « nomenklatura » ? Rien n'est moins sûr. En effet, V. Poutine, qui a entrepris une personnification de « ses » Jeux, est critiqué de toutes parts ; gouvernements étrangers, ONG, associations nationales s'empressent de critiquer l'homme fort de Moscou et mettent en avant l'ensemble des dérives et malversations financières. Cette ambition qui souffre sans aucun doute d'une certaine mégalomanie doit servir une cause plus grande, celle du prestige de la Russie.

De fait, 23 ans après la chute de l'URSS, il s'agit pour V. Poutine de montrer que la Russie reste une grande nation. Les Jeux Olympiques sont avant tout une compétition sportive mais au regard de leur histoire moderne, il est impossible de ne pas s'intéresser à la dimension politique et géopolitique des JO. La période de la

Guerre Froide est le meilleur exemple de l'emploi stratégique du sport à des fins politiques. Le sport apparaît comme un formidable élément du *soft power*. On se souvient tous de la finale du tournoi olympique de basket lors des Jeux Olympiques de Munich en 1972 opposant les Etats-Unis à l'URSS, et mettant en scène un véritable combat de gladiateur remporté sur le fil par l'Union Soviétique. Les JO sont alors le terrain d'une double confrontation : avant tout sportive, mais également stratégique avec deux modèles économiques qui s'opposent, capitalisme et communisme.

A travers les JO de Sotchi et au regard des sommes et investissements déboursés par V. Poutine, ces Jeux nous ramènent quelques décennies en arrière, au temps où « *la paix était impossible et la guerre improbable* » dicit Raymond Aron. Cependant, d'un point de vue politique, les enjeux ne sont plus aussi importants puisque les deux pays ne sont plus dans une logique de domination du monde, mais de consolidation de leur influence régionale. Poutine cherche aujourd'hui à montrer à son propre peuple que la Russie est en train de se relever et qu'il faudra plus que jamais compter sur elle.

Corruption, malversations, scandales : une triste réalité de l'histoire olympique

Sans vouloir, en aucun cas, occulter la réalité des Jeux Olympiques de Sotchi et passer sous silence l'ensemble des dérives, économiques, environnementales et humaines, initiées par Vladimir Poutine, il faut néanmoins souligner le fait que la corruption au sein des Jeux Olympiques ne date pas de Sotchi mais constitue bien une réalité beaucoup plus ancienne. La liste des scandales s'étend sur tout le 20^{ème} siècle, au cours duquel enjeux politiques et autres accusations de corruption font régulièrement la une des médias.

Nombreuses sont les Olympiades marquées par les scandales politiques et autres corruptions. Les JO de 1978 qui se déroulent à Mexico sont le théâtre de fortes tensions politiques. En effet, dix jours avant la cérémonie d'ouverture, une grave répression perpétrée par l'armée mexicaine a lieu sur la place des Trois Cultures de Mexico, suite à une manifestation étudiante. Le « massacre de Tlatelolco » aura occasionné la mort de centaines d'étudiants qui protestaient contre des actions militaires et gouvernementales dans la ville.

En 1995, les Jeux Olympiques d'Hiver ont été attribués à la ville de Salt Lake City suite aux « pots de vin » qu'ont touchés certains des membres du Comité International Olympique (CIO) de la part du comité d'organisation de Salt Lake pendant le processus d'attribution des Jeux. Durant ces mêmes Jeux, la compétition est entachée par un scandale de corruption dans la discipline du patinage artistique.

En 2008, les Jeux Olympiques de Pékin sont fortement critiqués à cause de l'attitude chinoise au sujet du respect des Droits de l'Homme, de sa politique au Tibet et des problèmes environnementaux. Enfin, le CIO -fondé lors du Congrès olympique en 1894 et qui a pour mission d'organiser les Jeux- a souvent été critiqué. Pour exemple, les directions d'Avery Brundage et Juan Antonio Samaranch furent particulièrement controversées. Brundage, président du CIO pendant plus de 20 ans, fut accusé de racisme dans sa gestion du problème de l'apartheid vis-à-vis de la délégation sud-africaine. Samaranch, lui, fut accusé de népotisme et de corruption.

Les scandales de corruption, les enjeux politiques, les dérives financières ont toujours gangrenés l'univers de l'Olympisme. Certes, les Jeux Olympiques de Sotchi sont uniques par leur « intensité », mais depuis un demi-siècle les JO se sont toujours déroulés sous le voile de la corruption. Désormais, les valeurs de l'Olympisme semblent être secondaires au profit de l'emballage médiatique à propos des dérives économiques et politiques qui entourent l'évènement.

Courage, fraternité, partage : les valeurs de l'Olympisme, un concept oublié ?

L'émotion et l'engouement qui entourent les JO de Sotchi et plus précisément leurs dérives font oublier l'objectif premier des Jeux Olympiques, celui de la rencontre de sportifs venant des quatre coins du monde et ayant pour but de représenter fièrement leur pays. Les JO incarnent l'amour du sport, le sens du dépassement de soi, la passion populaire. Pour preuve, selon le Comité d'organisation, « *la cérémonie a été regardée par 40.000*

spectateurs rassemblés au stade de Fisht et par 3 milliards de téléspectateurs à travers le monde ». Les Jeux Olympiques sont un formidable moment de partage rassemblant les amoureux du sport autour d'un évènement commun.

D'autre part, comment ne pas oublier Jesse Owens, athlète noir américain, vainqueur de quatre médailles sous les yeux médusés d'Adolf Hitler lors des Jeux Olympiques de Berlin de 1936 ; ou Tommie Smith et John Carlos, les poings levés vers le ciel en guise de protestation contre la ségrégation raciale qui fait rage aux Etats-Unis et en Afrique du Sud, pendant les JO de Mexico.

Les Jeux Olympiques ne sont pas que corruption, enjeux politiques et intérêts économiques, ils sont aussi le théâtre d'un formidable engouement populaire. Alors certes, il ne faut en aucun cas passer sous silence les dérives des JO, mais pourquoi ne pas aussi mettre en avant les valeurs olympiques, l'importance du sport, les exploits sportifs et laisser à tous la possibilité de s'évader un peu dans un contexte où les mots partage, bonheur et espoir semblent s'estomper.

* Quentin Grislain



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Chypre : une nouvelle tentative de paix

Le 4 Mars 1964, le Conseil de sécurité des Nations unies proposait pour la première fois l'envoi des forces de paix pour les différends qui régnaient sur l'île de Chypre. En juillet 1974, la tentative de coup d'État mené par la Grèce visant à annexer l'île va aboutir à une intervention de l'armée turque conduisant ainsi à une division de l'île en deux parties, l'une turque au Nord, et l'autre grecque, au Sud.

En 2004, les Chypriotes turcs approuvent majoritairement le premier accord de réunification proposé par l'ONU alors que les Chypriotes grecs le rejettent. Mais finalement, les premiers sont restés à la porte de l'UE tandis que les seconds y ont adhéré. La déception a été grande parmi les Chypriotes turcs.

En février dernier, l'ONU a réuni les dirigeants des deux parties de Chypre pour une nouvelle tentative de réunification de l'île. Nicos Anastasiades (Président de Chypre) et Derviş Eroğlu (Président de la République Turque de Chypre du Nord) se sont mis d'accord sur une déclaration conjointe préparée par l'ONU pour fixer le cadre des pourparlers pour la paix. Cette dernière prévoit « *une fédération bi-communautaire et bi-zonale* », dans laquelle Chypre « *sera une entité légale unifiée sur le plan international, avec une souveraineté unique* » et « *la fédération unifiée de Chypre sera composée de deux Etats membres de statut égal* » ce point étant primordial pour les Chypriotes turcs. Bien que les deux dirigeants restent très volontaires, le processus s'annonce néanmoins difficile, à cause notamment des opposants, chypriotes grecs, à ces négociations. Mais la perspective d'exploitation des réserves gazières, la crise économique dans la partie Sud de l'île, le souhait de la fin de l'isolement de la partie Nord de l'île et enfin le soutien actif des Etats-Unis, de l'UE et de la Turquie au processus de réunification, sont autant de facteurs qui encouragent les deux parties de mener à bien les négociations de la paix sur l'île.

Avec une position géopolitique clé (situé au milieu des trois continents : Europe, Asie et Afrique) et ses gisements gazières, Chypre est l'objet de nombreuses convoitises qui expliquent cinquante ans d'efforts restés sans résultat pour la paix sur l'île. Pour l'ancien ambassadeur Tugay Uluçevik, « *l'instauration de la paix sur l'île n'est pas aussi simple que certains dirigeants le pensent. Les nombreux échecs de négociations en sont les preuves* ».

En 2004, l'UE est à l'origine de l'échec des négociations sur la réunification car elle a accepté l'adhésion de la Chypre divisée dans l'Union. Espérons alors une plus grande objectivité de la part de l'UE quant à l'aboutissement de ces nouvelles négociations.

Antoine Tournand du groupe Total en Turquie

« Se développer et accompagner la croissance du pays »

(Suite de la page 1)

En termes d'implantation, tous nos lubrifiants sont produits en Turquie dans notre usine de Menemen, une des plus modernes du groupe Total. Nous avons également 4 dépôts logistiques de fuel, 4 dépôts de GPL, donc une grosse implantation logistique. Nous considérons que nous donnons du travail, indirectement, à environ 10 000 personnes en Turquie : les stations-services sont gérées par des commerçants indépendants, donc quand on tient compte des personnes qui y travaillent ou qui conduisent les camions, notre impact sur le marché du travail turc est à peu près de 10 000 personnes. En ce qui concerne les personnes qui travaillent directement pour Total, elles sont environ 400.

En termes d'investissement, nous sommes là pour nous développer sur le marché réseau, pour améliorer et renforcer notre implantation, notamment en ce qui concerne les dépôts. Nous allons faire un investissement de 7,5 millions d'euros à Gebze afin de mieux assurer nos besoins en approvisionnement, par exemple.

C'est le dynamisme du marché qui nous a amené en Turquie. Aujourd'hui, la Turquie, quels que soient les aléas, y compris récents, est un pays dynamique, en croissance. Nous sommes là pour nous développer mais aussi pour accompagner cette croissance. Et en parallèle, le marché turc est passionnant parce qu'il est extrêmement sophistiqué et technologique, les clients sont très connectés. Donc c'est un marché dans lequel la recherche sur l'innovation, qui est un domaine qui tient particulièrement à cœur à la filiale, a un impact auprès de nos clients. En termes de présence sur les médias sociaux par exemple, alors que nous sommes les 5^{èmes} du marché, nous sommes les 2^{èmes} sur Twitter ou Facebook. Nous voulons mettre l'accent sur nos capacités à l'innovation. Et la filiale turque a été identifiée comme étant un exemple en termes de schémas d'innovations au sein du groupe.

Ce qui marque le plus en termes d'innovation, c'est la nouvelle image de Total que nous avons lancée en 2012 : avant nous étions sur un rouge très vif et traditionnel, et depuis deux ans Total a changé. Beaucoup plus moderne et compatible avec les standards de design actuels, aujourd'hui 175 stations sur les 440 sont passées à la nouvelle image. Les fournisseurs turcs que nous avons référencés pour faire ces stations l'ont été aussi par le groupe Total, de manière à ce qu'ils puissent aller à l'étranger pour être, pour les autres filiales du groupe, porteurs de solutions. Du coup, notre présence en Turquie permet aussi à des entreprises turques d'aller trouver des opportunités de business, dans la zone Afrique-Moyen-Orient en l'occurrence, mais pourquoi pas ailleurs en Europe.

Il y a 20 ans, il n'y avait pas Total ?

Le groupe Total est le résultat d'une fusion : Elf, Total et Fina. Il y a 20 ans, Elf et Total sont rentrés séparément dans le pays et ces deux filiales ont fusionné au moment de la grande fusion du groupe. Donc aujourd'hui, le groupe est présent en Turquie depuis 1993.



Et qu'en est-il de la recherche ?

Nous ne faisons pas de recherche ici. La filiale Total-Turquie est dans le domaine de la distribution. D'autres filiales du Groupe sont présentes un petit peu aussi dans le domaine de la chimie et de la pétrochimie, mais nous ne sommes pas présents ni en raffinage, ni en exploration.

Quels sont les atouts et les difficultés du marché turc ?

La difficulté du marché turc, c'est sa dimension extrêmement concurrentielle. En Turquie, il y a environ 12 600 stations-service au total : il y a beaucoup de toutes petites stations, et de petites compagnies. Aujourd'hui, il y a plus de 70 distributeurs pétroliers. En ce qui nous concerne, nous opérons des stations qui sont d'une taille suffisante pour être rentables, en tenant compte du fait que nous avons une exigence en termes d'équipement, notamment de sécurité et de normes. Une toute petite station ne permet pas ce genre d'équipements. Quand je dis que nous sommes à 440 stations et que nous cherchons à atteindre les 500, il s'agit de 500 stations significatives. Avoir une multiplication de tout petits points de vente n'est pas une solution durable pour nous.

Nous sommes présents sur l'ensemble de la Turquie, suivant à peu près l'implantation économique du pays. Aujourd'hui, les deux tiers de notre réseau sont sur la façade ouest Marmara-Egée, mais nous avons vraiment vocation à être partout en Turquie. Dans nos programmes de développement, on a toujours en tête le nombre de stations mais également la couverture géographique. Un de nos objectifs de développement est par exemple d'être plus représentés dans les centres urbains.

Mais tout de même, c'est un petit marché pour vous, la Turquie ? 440 ça n'est pas significatif, vous avez combien de stations en France par exemple ?

440 stations, c'est très significatif. C'est très difficile de comparer la distribution en France avec celle de la Turquie. En France, l'essentiel de la distribution pétrolière se fait par les stations des grandes

surfaces. Donc il doit y avoir aujourd'hui plus de 2000 stations Total, mais en Turquie les stations ont un gros débit unitaire. La filiale Turquie est le 3^{ème} volume réseau de la structure Afrique-Moyen-Orient, avec près de 1 million de tonnes de carburant. Pour en revenir aux caractéristiques du marché

turc, la compétition, c'est une difficulté parce qu'il faut se battre pour être présent ; mais en même temps, ça crée une initiative, une activité et une demande des clients qui pousse les équipes à être au top niveau et ça rend le travail passionnant. Donc la Turquie, marché disputé et sophistiqué est du coup un marché passionnant, en croissance.

Donc 1 million de tonnes par an, quelle est la position et la part de marché de Total au Moyen-Orient et en Asie ?

Total est un pétrolier européen-africain, en termes de distribution. Nous sommes

le premier raffineur et distributeur en Afrique et nous avons nos positions traditionnelles en Europe de l'Ouest. Le pari de Total, c'est la croissance à long-terme. Cela signifie par exemple, que pour nous, et nous sommes parmi les rares pétroliers à penser de la sorte, la croissance démographique et économique en Afrique sera un atout dans les décennies qui viennent. Nous parions dessus. Nous sommes aussi présents en Asie, en Amérique Centrale, mais dans des proportions moindres.

Connaissez-vous la Turquie avant d'y arriver ? Et que pensez-vous d'Istanbul ?

Je suis venu en Turquie il y a 22 ans en tant qu'étudiant, et à Istanbul au mois de février. J'ai été absolument stupéfait de la gentillesse des gens. Quand on est un étudiant Français et qu'on pense à la Turquie, c'est quelque chose de lointain. La chaleur de l'accueil turc est quelque chose qui m'a beaucoup marqué et que j'ai retrouvé en revenant ici.

Après, la ville d'Istanbul est un endroit magique. Tout le passé, les deux continents qui se touchent, ça fait partie pour moi des endroits qui ont une signification sur la planète. Mais ce qui frappe à Istanbul, comme ce que je disais sur l'économie, c'est le dynamisme général. La ville pulse, elle bouge ; de toutes façons, le pays bouge à une vitesse fantastique, je ne connais pas de pays où les choses changent aussi vite.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif, Julie Delaporte et Louise Lucas



Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPIE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!

La visite de Hollande en Turquie décryptée

(Suite de la page 1)



La Turquie, de nouveau sous les projecteurs européens ?

Depuis le début, la candidature de la Turquie à l'UE provoque polémiques et prises de positions passionnelles. Après le « non à la Turquie dans l'Europe » de Nicolas Sarkozy, les Turcs attendaient beaucoup de la visite de François Hollande sur la question européenne.

François Hollande, en débloquant récemment le chapitre 22 (la politique régionale) du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, a envoyé un signal positif à la Turquie. Selon Jérôme Bastion, correspondant permanent de Radio France à Istanbul, la visite de François Hollande en Turquie « prolonge le mouvement; cela confirme la volonté de la France de vouloir normaliser, en quelque sorte, le processus d'intégration de la Turquie ».

Mais nombreux sont ceux qui attendaient davantage de cette visite. Ainsi, pour Didier Billion, le directeur adjoint de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques) « même si le bilan d'ensemble [du voyage] est globalement positif, j'aurais aimé (...) qu'il y ait des annonces claires de la levée du veto de la France sur un certain nombre de chapitres des négociations [d'adhésion de la Turquie à l'UE]. Hollande a évoqué les chapitres 23 et 24 sur les questions de justice, d'État de droit... C'est bien mais j'aurais aimé qu'il dise clairement que la France était immédiatement favorable à l'ouverture, dans les meilleurs délais, de ces chapitres ».

Fusun Türkmen abonde dans ce sens: « Pour que le processus soit relancé, il faut des pas plus concrets de la part de la France. Le discours devra être modifié et le blocage des chapitres, levé. Quant à la Turquie, il faut qu'elle fasse preuve d'un plus grand intérêt envers l'Europe, malgré l'amertume causée par la politique de refus européen ».

Haydar Çakmak, président du département des Relations Internationales à l'Université de Gazi, a quant à lui souligné la « politique plus souple » tenue par François Hollande, ajoutant : « Après Nicolas Sarkozy, ça ne pouvait pas être pire ». Mais il souligne

également sa déception concernant les relations entre la Turquie et l'UE : « Hollande n'a pas promis grand-chose ».

Didier Billion est également revenu sur l'annonce faite par François Hollande d'organiser un référendum sur l'adhésion de la Turquie à l'UE. Si les journaux français en ont beaucoup parlé, « ce n'est pas tout à fait un scoop puisque c'est un dispositif constitutionnel ». Cette affaire du référendum n'est « pas habile, prononcée comme telle » et peut être mal comprise par les Turcs à qui l'on demande de se mettre en conformité avec les exigences européennes, tout en sachant qu'à l'issue du processus, les Français se prononceront sur l'adhésion de la Turquie à l'UE. Alors qu'en janvier, un sondage Ifop affirmait que 83% des Français sont contre l'entrée de la Turquie dans l'UE, Cengiz Aktar évoque de la part de François Hollande « un manque de vision politique totale ».

Nilgün Cerrahoğlu, journaliste au quotidien *Cumhuriyet* et spécialiste des questions européennes, reprend une phrase de Marc Pierini (ambassadeur de l'UE en Turquie de 2006 à 2010) qui selon elle résume bien la situation dans laquelle se trouve la Turquie : « Poser la question de l'adhésion dans le contexte actuel est très théorique et très français. L'UE et la France sont parfaitement protégées par la conditionnalité de la négociation et par le processus de ratification. Ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est pas l'adhésion de la Turquie à l'UE, mais l'influence de l'UE sur l'allure de la démocratie turque ». Selon la journaliste turque, le processus d'intégration à l'UE est « sans garantie de résultats » et a « très peu de chance de réussir ». Elle ajoute: « J'ai l'impression que ce voyage avait peu de rapports avec le processus d'intégration de la Turquie dans l'UE. Le président français est venu en Turquie accompagné de sept ministres et le ministre aux Affaires européennes était remarquablement absent! Cela en dit long ».

L'enthousiasme des débuts semble avoir laissé place à la lassitude et aujourd'hui, seule la moitié des Turcs souhaite intégrer l'UE. Selon Didier Billion, cela n'est pas si mal « aux vues des nombreuses couleurs européennes qu'ont gobé les Turcs depuis cinq, six ans ».

Le directeur adjoint de l'IRIS évoque également la crise économique, la crise d'identité que connaît l'UE ainsi que l'islamophobie grimpante en Europe, autant de facteurs rendant l'UE moins at-

tractive aux yeux des Turcs. Mais le spécialiste français de la Turquie souhaite rester optimiste. Et il en est persuadé, « les opinions publiques sont réversibles ». Il est important de se placer en perspective et de ne pas figer les choses. Ainsi, « dans dix ans, la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE se posera autrement ».

Hollande lance un message à Erdoğan...

Depuis plusieurs mois, le modèle Erdoğan semble en panne. Les dérives autoritaires du Premier ministre turc sont avérées et on assiste à une déflagration de l'État de droit. Si, selon Didier Billion, « les Européens n'ont pas de leçons à donner à la Turquie », le pays qui demande à adhérer à l'Union Européenne doit cependant répondre à des principes fondamentaux dont font partie la séparation des pouvoirs et l'État de droit. En évoquant sa volonté d'ouvrir deux nouveaux chapitres : le chapitre 23 (Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux) et le chapitre 24 (Justice, liberté et sécurité), le président français a adressé un message à Erdoğan. Il est d'ailleurs intéressant, note Didier Billion, de voir le programme présidentiel tel qu'il a été conçu: « les discussions politiques se sont fondamentalement réalisées avec le Président Gül, c'était une volonté, un signal aussi ». Selon Fusun Türkmen, « L'ouverture des chapitres 23 et 24 constitue une priorité depuis longtemps. Si seulement elle avait eu lieu avant, cela aurait contribué au processus de démocratisation en Turquie et peut-être que certains dérapages auraient pu être évités ».

Cengiz Aktar regrette quant à lui que « le président français n'a[ît] pas dit comment il comptait convaincre le président chypriote Nicos Anastasiades au sujet de la levée du veto unilatéral sur ces deux chapitres ».

Si, pour la journaliste turque Nilgün Cerrahoğlu, c'est une bonne chose que François Hollande ait fait référence à ces deux chapitres alors que la Turquie « prend visiblement ses distances des valeurs et principes démocratiques fondamentaux », elle craint malheureusement que « ni la France ni l'UE n'ait le soft-power (concept englobant les différentes stratégies d'influence exercées par les acteurs internationaux, ndlr) nécessaire pour pousser et imposer les réformes démocratiques dans ce pays ».

Vers une relance des relations économiques ?

Les relations bilatérales entre la France et la Turquie ont été très abimées lors du mandat de Nicolas Sarkozy et François Hollande doit rétablir la confiance entre les deux pays. Lors de sa visite d'État, le président n'a donc pas lésiné sur les moyens. Accompagné par sept de ses ministres et d'une cinquantaine de personnalités du monde politique et économique, l'objectif était clairement de relancer les relations économiques entre les deux pays.

Jérôme Bastion explique: « La politique ou la diplomatie de nos jours marche comme ça, c'est ce qu'on appelle la diplomatie économique ». Le journaliste français souligne ainsi l'intérêt des deux pays à renforcer

leurs liens économiques : « La Turquie est un grand pays qui a besoin aussi de l'UE (...). Il n'y a pas tant de pays et de zone économique autour d'elle qui soit aussi porteuse et aussi proche ».

Du côté français, l'aspect économique était également

primordial alors même que l'« on annonçait les chiffres du chômage catastrophiques en France ». Il ajoute, « Désormais les Français (...) vont pouvoir reprendre la place qu'ils avaient il y a encore quelques années de premier ou deuxième investisseur en Turquie ».

Cengiz Aktar a tenu à souligner « le message un peu grossier par rapport au nucléaire, [qui] en a choqué plus d'un ici ». Jusque-là, la Turquie était épargnée par le nucléaire, « une énergie du 20ème siècle, totalement dépassée ». Il ajoute : « Lorsque l'on voit cet acharnement de la France pour vendre ses réacteurs ATMEA, d'abord dans la bouche du ministre Montebourg et maintenant à travers les pourparlers franco-turcs à l'occasion de la visite de François Hollande, on reste un peu la bouche-bée. Les relations franco-turques ne seront pas construites sur la base nucléaire ». Il évoque également l'importance pour le monde politique français de « réaliser une bonne fois pour toute que la Turquie est un partenaire ». Didier Billion insiste également sur ce terme de « partenaire », soulignant le fait qu'« entre partenaires, on se respecte ».

Finalement, si les spécialistes interrogés jugent de manière positive la visite de François Hollande, ils auraient souhaité que le président fasse des propositions plus concrètes, tant au niveau bilatéral qu'au niveau européen.

* Claire Corrion



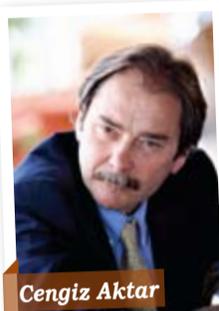
Didier Billion



Fusun Türkmen



Nilgün Cerrahoğlu



Cengiz Aktar



Jérôme Bastion



Haydar Çakmak

Aujourd'hui
la Turquie

Édité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Directeur de la rédaction : Hossein Latif Dizadji • Rédactrice en chef : Mireille Sadège • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0718 1 89645 • www.ajourd'huiatourquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. n. 59 İstanbul • Tél. 0216 550 22 50 • GSM : 0533 294 27 09 • Fax : 0216 550 22 51 • Genel Yayın Yönetmeni : Hossein Latif • Yazışmaları Müdürleri : Mireille Sadège, Daniel Latif • Yayın Koordinasyonu : Kemal Belgin • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Conseiller juridique : Bahar Özeray • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Atilla Dorsay, Ayhan Çöner, Berk Mansur Delipinar, Celal Biyıklıoğlu, Daniel Latif, Doğan Sumar, Egemen Berköz, Enver Koltuk, Erkan Oyal, Gürkan Kınacı, Hugues Richard, Hasan Latif, J. Michel Foucault, Jean-Michel Tricart, Kasım Zoto, Kemal Belgin, Luc Vogin, Merta Özey, Merve Şahin, Müyesser Saka, Nevzat Yalçınbaş, Nolwenn Allano, Onur Eren, Onursal Özatacan, Osman Necmi Gürmen, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendan İlal, Sönmez Köksal, İnci Kara, Yasemin Inceoğlu • Comité de soutien : Alaattin Büyükkaya, Arhan Apak, Burcu Başak Bayındır, Bülent Akarcalı, Ercüment Tezcan, Hayri Ülgen, Işık Aydemir, İlhan Kesici, Sera Tokay, Şener Üşümezsoy. • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Traduction : Trio • Correspondantes : Mireille Sadège (Paris), Daniel Latif (Paris), Sandrine Aknin (Toulouse), Duygu Erdoğan (New York), Sinem Çakmak (Strasbourg, Bruxelles) • Photo : Aramis Kalay • Conception : Ersin Uçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Apa Uniprint Basım AŞ. Hadimköy m. 434 s. 34555 Arnavutköy Tel: 0212 798 28 40 • Distribution : NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Biyıklıoğlu (Président), J. Michel Foucault, Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros
60 € Turquie 30 € France 70 € Europe
Version PDF : 50 €

altinfos@gmail.com



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

Après la visite...

Le mois dernier, le Président de la République française, François Hollande, a effectué une visite officielle en Turquie, en essayant d'échapper à la presse. Une délégation de ministres et d'hommes d'affaires a accompagné cette visite de Hollande, présentée comme une visite stratégique. Le Président Hollande, que j'ai trouvé très sympathique et convivial, s'est employé à délivrer un message afin de réchauffer les relations entre la France et la Turquie.

On attendait des résultats concrets de cette visite du Président français en Turquie. En fait, une question qui préoccupait les esprits était : pour quelle raison aucun Président français ne s'était rendu en visite d'État en Turquie depuis autant de temps ? Pourquoi donc les Présidents français qui, depuis plus de 20 ans, effectuent des visites en Arménie voisine, évitaient-ils la Turquie ?

L'une des principales raisons évoquées est le refus de la France concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. D'ailleurs, François Hollande a déclaré que même si la Turquie achevait toutes les étapes du processus, la décision finale ferait en France l'objet d'un référendum. Comme on le sait, à l'époque de Jacques Chirac, on avait adopté, uniquement pour la Turquie, un amendement constitutionnel prévoyant un référendum et qui n'avait pas été appliqué aux candidats précédents.

* * *

La Turquie semble avoir beaucoup de problèmes avec l'Union européenne. Marc Pierini, Ambassadeur de l'Union européenne en Turquie de 2006 à 2011, vient de publier un livre dans lequel il fait part de ses observations du terrain reflétant « le regard de l'autre ». Dans ce livre où nous constatons nettement l'hypocrisie de la politique et de la diplomatie figure l'accusation selon laquelle « la Turquie tergiverse ». Mais selon nous, la véritable question à débattre, c'est de quelle Turquie veut l'Union européenne...

Les négociations d'adhésion sans cesse différées ; les véto lors du processus imposés par la France, le gouvernement grec de Chypre et le Conseil de l'Union européenne, les retards au niveau du droit de libre circulation sans visa, les embargos sur la République turque de Chypre, la non-application à la Turquie de certains accords de libre-échange accordés par l'Union européenne à d'autres pays, sont autant de sujets constamment évoqués en Turquie.

L'autre sujet important est le problème arménien. On sait que François Hollande a soutenu la loi pénalisant la négation du génocide arménien. Même si le Conseil constitutionnel s'est opposé à la décision prise par l'Assemblée à cet effet, il semble que Hollande n'ait pas renoncé à sa position à ce sujet.

« François Hollande est reparti en laissant un message fort : 'la Turquie est en Europe, il ne faut pas en avoir peur' »

Au cours de sa visite présidentielle en Turquie, le Président français François Hollande a rencontré son homologue turc mais aussi les différents acteurs de la communauté franco-turque. Après plus d'un mois, quelles sont les retombées de cette visite ? Aujourd'hui la Turquie a demandé à Muriel Domenach, Consule générale de France à Istanbul, de nous confier ses impressions.



Muriel Domenach

Comment s'est organisée la visite présidentielle de François Hollande en Turquie et que représente-t-elle pour les relations franco-turques ?

Il était perceptible même sans être directement impliqué dans la relation politique entre la France et la Turquie, que nos nouvelles autorités étaient convaincues depuis leur arrivée en mai 2012 de la nécessité de replacer les relations avec la Turquie au niveau où elles devaient être, du fait de l'importance respective de nos deux pays et de l'importance de leur relation, pour avancer sur un certain nombre de dossiers internationaux. C'était une visite très attendue qui venait couronner près d'un an et demi de normalisation des relations. Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, était venu cet automne pour une visite réussie qui ouvrait des perspectives de relance de notre relation économique, et c'est en marge de cette visite que s'est cristallisée la date de la visite d'État. Je crois que cette visite venait au bon moment parce qu'elle était nécessaire. De plus, le 21 janvier, le Premier ministre turc Erdoğan s'était rendu à Bruxelles où il avait rencontré les Présidents des différentes instances européennes qui lui avaient délivré des messages assez clairs s'agissant des attentes de l'Union européenne en matière de Droits de l'Homme et de séparation des pouvoirs. Sur le dossier européen François Hollande n'était donc pas sous pression et il était en mesure d'apporter des éléments positifs. Les messages avaient été passés à Bruxelles et avaient préparé les interlocuteurs turcs à entendre ce qu'a répété le président s'agissant des Droits de l'Homme et du respect de la séparation des pouvoirs. Je pense aussi que sur la question arménienne, le Président de la République a montré que nous assumions notre devoir de mémoire dans le respect à la fois de nos engagements internationaux et de nos contraintes juridiques. Il a aussi évoqué ce devoir de mémoire avec Madame Dink.

Et puis il y avait l'enjeu essentiel d'une relance des relations économiques. Bref, je crois que c'était le bon moment pour replacer notre relation dans le registre où elle doit se trouver, c'est-à-dire non pas celui des sentiments enflammés, ambivalents, mais dans le registre des intérêts.

La France et la Turquie doivent entretenir des relations denses et de confiance car elles sont nécessaires l'une à l'autre. La dimension affective est une force de notre relation qu'il faut assumer, mais il faut aussi replacer notre relation sur le terrain des intérêts, qu'elle n'a en réalité jamais quitté, même à l'époque où, affectivement, nos relations étaient dans le creux de la vague. Même à cette époque la France restait le quatrième partenaire commercial de la Turquie, elle est la première destination touristique des Turcs. Les Français, quant à eux, sont de plus en plus nombreux à venir en Turquie ; la relation culturelle entre la France et la Turquie reste très dense et nos sociétés sont très imbriquées ; nos pays comptent, et leur coopération leur donne plus encore de poids dans le traitement des affaires internationales. Il y a donc des intérêts objectifs à travailler ensemble, et je pense que cette visite est venue replacer la relation sur ce terrain.

Qu'est ce qui vous a marqué dans cette visite ?

Je dirais trois moments : la cordialité manifeste entre les deux Présidents qui témoigne du réchauffement des relations bilatérales, l'échange très libre avec les patrons turcs lors d'un petit déjeuner ici au Palais de France et enfin la décoration de la chanteuse Çandan Erçetin à l'Université de Galatasaray.



* Propos recueillis par
Mireille Sadège et Amandine Canistro

Chaque jour vous êtes des millions à choisir TOTAL.
Entre nous, c'est une histoire de confiance.

Vous ne viendrez pas chez nous par hasard **TOTAL**

L'Université de Galatasaray, un symbole de la francophonie en Turquie

Crée en 1992 par un accord bilatéral entre la France et la Turquie, l'Université de Galatasaray représente un symbole culturel de la francophonie en Turquie. Son enseignement, dispensé essentiellement en français, est réputé pour son niveau d'excellence et trace un véritable pont culturel entre les deux pays. D'après son recteur : « Galatasaray est une communauté francophone très célèbre en Turquie, avec le club sportif, l'école primaire, le lycée et l'université. Avec la création de celle-ci, la francophonie en Turquie est devenue plus active. Galatasaray est très attirante pour les étudiants : les lycées francophones ont gagné en popularité car il y a un parrainage de l'université qui participe à leur rayonnement. »

Une visite présidentielle de bon augure

C'est donc naturellement que le président François Hollande a choisi ce lieu symbolique pour y faire un discours qui, selon certains observateurs, laisse présager une amélioration dans les échanges que l'université entretient avec la France. En effet, comme le dit le Prof. Dr. Ethem

Tolga : « Son allocution était très positive. Il n'est pas réticent comme Sarkozy. Il a parlé des relations historiques entre les deux pays et s'est montré très ouvert sur les collaborations futures. Il existe un consortium de 31 universités françaises qui soutiennent Galatasaray. La bureaucratie sera plus allégée. Cela permettra également de faciliter les échanges de professeurs et d'étudiants. ». Des échanges académiques enrichis donc,

mais aussi un rapprochement politique que le Recteur considère comme certain : « Lorsqu'un président de la République rend visite à la Turquie, les relations franco-turques s'améliorent. Lorsque le Général de Gaulle est venu en Turquie en 1968, le peuple avait ici une grande sympathie pour cet homme. Mais, durant les années



Prof. Dr. Ethem Tolga

L'Université de Galatasaray a accueilli le 28 janvier dernier le Président François Hollande le temps d'un discours. Aujourd'hui la Turquie revient sur l'actualité de l'université, sur les liens très particuliers qui l'unissent à la France et sur la venue du Président. Rencontre avec son Président le Prof. Dr. Ethem Tolga.

70, les relations se sont détériorées, surtout à l'époque de Giscard d'Estaing. Puis, Mitterrand est venu en Turquie en 1992, il a signé un accord pour la Fondation de l'Université de Galatasaray avec Mr Ozal, ancien président turc. De nouveau, après cela, les relations se sont réchauffées pendant un certain temps. Sous Sarkozy, évidemment, ça allait

beaucoup moins bien. Il y a vraiment une grande différence d'attitude entre lui et Hollande. Ce dernier est très positif quant à une entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. Les négociations vont maintenant pouvoir reprendre. Et, même si les questions politiques ont été peu soulevées durant le séjour en Turquie du président français, le Prof. Tolga explique : « Si les relations économiques

entre deux pays sont bonnes, leurs relations diplomatiques s'améliorent naturellement. Entre la France et la Turquie, il y a quelques accords, notamment concernant l'énergie nucléaire. L'entente politique se base sur les échanges économiques. »

Des ambitions nouvelles pour l'université

Pour continuer à faire vivre la réputation de l'université et son rayonnement culturel, le Recteur souhaite élargir davantage l'enseignement donné à Galatasaray : « Nous allons augmenter nos offres de master et de doctorat. Il y avait 2 programmes de doctorat et 9 de master en 2008 quand je suis devenu Recteur de l'université. Maintenant nous avons 9 programmes de doctorat et 27 programmes de master. Un tiers des étudiants sont aujourd'hui en master ou en doctorat, mon objectif est de faire en sorte que cette proportion atteigne la moitié du nombre total d'étudiants. »

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourd'huiaturquie.com

* Agata Wacinska



Nami Başer

Considérations flou-sophiques

« Gros calibre »

Un ami parisien qui y enseigne aussi la philosophie m'a envoyé un mail annonçant qu'à l'université Galatasaray nous allions recevoir du « gros calibre » ; il faisait allusion à la visite de François Hollande en Turquie. C'est chose faite maintenant qu'il est venu pour deux jours et qu'il a parlé pendant à peu près une heure devant un public d'académiciens, d'étudiants et d'hommes d'État. A part un moment de panique causé par la crise d'hypoglycémie de l'historien İlber Ortaylı qui était venu sans rien manger, nous avons écouté le président français avec grande attention en attendant qu'il mette fin à notre faim causée non pas par un quelconque diabète mais par une longue déception éprouvée à l'égard de la France.

En effet, il ne faut pas cacher la blessure infligée aux Turcs de la part de la France en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : l'opinion turque en rejette surtout la responsabilité sur la France puisque depuis le début, avec d'abord Valéry Giscard d'Estaing et par la suite Nicolas Sarkozy, les présidents français ont bloqué avec insistance une quelconque possibilité pour la Turquie d'intégrer l'UE. Je me rappelle les propos de Valéry Giscard d'Estaing contre la Turquie car j'étais à l'époque étudiant en France et on avait encore l'espoir d'y croire.

Malencontreusement Nicolas Sarkozy a repris les mêmes discours et les Turcs ont commencé à ne plus espérer faire un jour partie de l'UE. Heureusement qu'il y avait des historiens comme Marc Ferro et des ministres comme Laurent Fabius

qui prenaient notre défense et étaient pour l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Le Président Hollande, quant à lui, a donné le signal que les relations entre la Turquie et l'UE pouvaient reprendre. Dans son discours tout en insistant sur le concept de « culture » il a cité Joseph Brodsky, prix Nobel de littérature en 1987, qui affirmait qu'Istanbul était un des rares endroits du monde où la géographie déterminait l'histoire. François Hollande a rappelé que la République turque était la seule parmi les pays musulmans à avoir un régime démocratique (tout en soulignant que le pouvoir judiciaire devait avoir son indépendance). Il ne faut pas oublier que la visite était surtout commerciale et industrielle puisque les relations entre les deux pays, du point de vue des échanges commerciaux avaient chuté ces dernières années. A-t-il persuadé son auditoire en promettant tant ? Une étudiante en droit m'a répondu que son discours était tellement politique que cela pouvait être tiré dans plusieurs directions et que cela pouvait être interprété diversement. J'étais plus optimiste en regardant la télévision française où j'ai écouté le compte rendu donné par Laurent Fabius au Parlement français concernant le voyage en Turquie.

Le temps montrera si entre les voyages déjà exécutés et inscrits dans de beaux textes d'Alphonse de Lamartine, de Théophile Gautier, de Gérard de Nerval, de Gustave Flaubert et d'André Gide, celui du président François Hollande va se distinguer par ce qui va succéder à la promesse qui, espérons-le, ne va pas rester une promesse de Gascogne.



Ali Türek

« Scripta Volant »

La vie dépasse l'écrit. Ça fait plus d'un an que j'essaie de transmettre une voix dans ces lignes, une voix jeune qui suit modestement ses propres expériences, ses réflexions au milieu des chaos d'idées. Je constate, néanmoins, que cette voix reste parfois sous les poids lourds de certains mots, et qu'elle reflète une sorte de trop de pessimisme.

Mais là justement, je reviens au propos initial. La vie dépasse l'écrit. Non pas parce que ce deuxième est impuissant face au cours des choses. Mais parce que la vie, elle, est tout simplement ailleurs. Suivant un tout autre rythme, elle va, heureusement, plus loin. Les scènes figées dont nous témoignons sur la toile nous parlent des luttes, des problèmes, des conflits, des tremblements. Pourtant, les scènes de la ville, l'amphi de la faculté par exemple, les cafés dans les petites rues que nous fréquentons, les nombreuses nouvelles personnes que nous avons la joie de rencontrer ; tout cela reste toujours plus fort que la réalité « virtuelle ». Celle de la « politique »...

A la fin du mois de janvier, il était à Istanbul, François Hollande, dont j'avais suivi le parcours dans les élections présidentielles, depuis la veille du jour où le journal *Libération* avait inscrit en titre : « La Gauche gagne son élection ». Vingt-deux ans après la visite du Président Mitterrand inaugurant l'Université Galatasaray, cette présence soulignait une étape importante dans les relations franco-turques.

Ses discours, notamment celui prononcé à Galatasaray, étaient porteurs de la profondeur de cet héritage historique. Loin de la désaffection froide de ces quelques années précédentes, c'était un message puissant d'ouverture, dans la mesure où il se concentrait sur la jeunesse, sur une perspective commune de « demain » qui est là.

Aujourd'hui, aucun de ces deux pays, liés par une histoire « officielle » commune de plus de cinq siècles, ne reste intact de problèmes graves. On entend ajouter des petits adjectifs qui varient devant ce mot dévorant : « la crise ». Chacun en a. La politique est là.

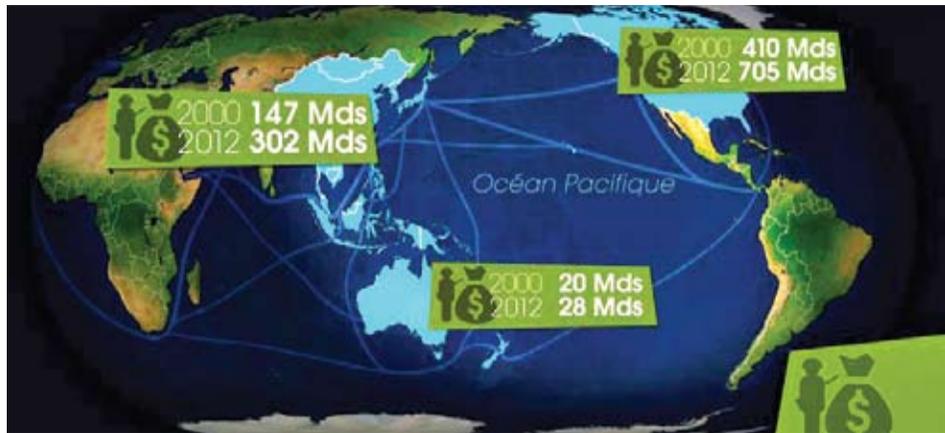
Mais une fois que les limites au crayon qui n'existent que dans les cartes du monde sont dépassées, elle reste plus visible, cette vision commune. La vie est là.

Au fond, la politique, ses tournants, ses tremblements, ses hauts et ses bas avec sa propre logique, ils ne peuvent jamais gagner un combat qu'ils mènent contre la vie, contre ses multiples visages.

Chaque mot qui nous en rappelle reste précieux.

Accompagné du son mécanique dans le plus pur style SNCF qui annonce notre arrivée, je termine rapidement cet envoi, un samedi matin, à la Gare d'Orléans. Je l'enverrai, tout à l'heure, à Istanbul. Ces écrits s'envoleront. Une voix interne aura ainsi trouvé son expression dans une autre voix externe. Deux langues vont se croiser. Elles trouveront, peut-être, une autre occasion de se retrouver.

Du côté de l'Asie : qui tient la mer tient le monde



C'est officiel, les Etats-Unis auraient soudainement décidé de diminuer leur ingénierie militaire. En démontre l'hésitation avec laquelle Barack Obama approchait la question des attaques punitives contre le régime du gouvernement syrien. En témoignent les retraits progressifs des troupes américaines en Irak et en Afghanistan. Comment ? Après avoir été manipulée par le gouvernement depuis tant d'années, l'opinion publique américaine serait-elle finalement entendue ? L'objectif d'Obama est clair : il faut avant tout se recentrer sur l'avenir de l'Amérique. Mais devenir militairement moins présent sur la scène internationale, ne serait-ce pas perdre son rôle de leader ? L'Amérique peut-elle se permettre les profondes coupes de budget effectuées dans le domaine de la défense ? Face à une Chine qui -selon *The Economist*- sera la première économie mondiale en 2020, est-ce une attitude bien raisonnable à adopter ? D'autant plus que cette dernière se fait de plus en plus belliqueuse, notamment dans sa région : l'Asie-Pacifique.

Eclairage sur des enjeux encore peu médiatisés en Occident...

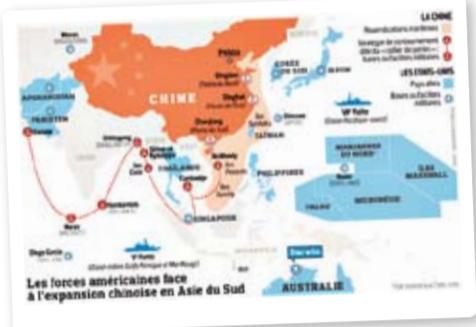
Affirmer que l'Asie-Pacifique est le nouveau centre de l'économie mondiale, le lieu d'une nouvelle course aux armements conventionnels et de tensions stratégiques entre la Chine et ses voisins, n'est-ce pas redondant ? Ne serait-ce pas tout simplement répéter ce qui se dit depuis maintenant 15 ans ? Oui mais voilà, les événements s'enchaînent rapidement dans la région, et la crise actuelle entre la Chine et le Japon inquiéterait les Etats-Unis presque autant que celle du Moyen-Orient. Rappelons-le, la dénomination d'Asie-Pacifique regroupe non seulement l'Asie de l'Est et les îles du Pacifique mais aussi l'Océanie, le Canada et les Etats-Unis. A l'origine créée pour légitimer l'implication des Etats-Unis dans les affaires asiatiques, ce concept recouvre aujourd'hui un tiers de la population mondiale, soit plus de la moitié du PIB global (avec des puissances telles que le Japon, la Chine ou les Etats-Unis). Le commerce entre l'Amérique et l'Asie joue un rôle majeur, notamment en Mer de Chine Méridionale où transite la moitié du tonnage marchand international. Mais force est de constater que l'intensité des échanges commerciaux s'accompagne d'un fort accroissement des dépenses militaires. Entre 2000 et 2012, les dépenses pour la force armée, la production et le commerce des armes conventionnelles de l'Asie de l'Est ont plus que doublé, passant de 147 à 302 milliards de dollars. En Amérique du Nord, on passe de 410 à 705 milliards de dollars. Cela ne semble-t-il pas fort contradictoire ?

Les grandes théories économiques n'assurent-elles pas que les liens commerciaux rapprochent les peuples ? Voyons l'Europe, brinquebalante entité politique ne tenant debout que par la prodigieuse quantité d'accords économiques qui lie les peuples entre eux !

Les dépenses militaires chinoises sont passées de 37 milliards de dollars en 2000 à 166 milliards de dollars en 2012. Non, elles n'ont pas doublé, elles ont bien quadruplé ! La Chine est aujourd'hui le deuxième budget militaire mondial, avec 9,5% des dépenses militaires globales. Certes, elle reste toujours loin derrière les Etats-Unis qui en représentent 40%... Pékin affecte ce budget à la modernisation de son armée, notamment de sa marine. Dépendant des routes maritimes qui la relie au Moyen-Orient et à l'Afrique, elle étend ses activités militaires à l'Océan Indien. Les puissances qui contrôlent l'océan - toutes étrangères à la région il est vrai puisqu'il s'agit des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France- ne peuvent qu'observer d'un œil inquiet les manœuvres chinoises. De l'autre côté, la Chine étend sa zone d'influence dans la Mer de Chine Orientale et la Mer de Chine Méridionale, considérées par Pékin comme étant sa zone d'influence historique. Aujourd'hui, les conflits s'amoncellent : avec Taïwan autour des îles Pratas en taïwanais ou Dongshang en chinois, avec le Vietnam autour des îles Paracels en vietnamien ou Xisha en chinois et avec le Japon autour des îles Senkaku en japonais ou Diaoyu en chinois. Les îles Spratly sont, quant à elles, revendiquées par la Chine, Taïwan, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et le sultanat de Brunei. La région attire toutes les convoitises : non seulement elle est naturellement riche en pétrole, en gaz et en ressources halieutiques, mais elle est aussi, comme on le disait plus tôt, sur une route commerciale majeure. Cela n'est plus un secret pour personne, la Chine a publiquement affirmé qu'elle souhaitait devenir une grande puissance maritime et tous les efforts des dirigeants chinois vont en ce sens : l'île d'Hainan abrite la base de sous-marins lanceurs d'engins chinois, la Chine dispose d'environ 60 sous-marins, d'un porte-avion de conception soviétique et acheté à l'Ukraine, les premiers porte-avions de conception chinoise pourraient être opérationnels avant 2020 et Pékin développe un missile balistique antinavire « tueur de porte-avion ». La posture chinoise et la montée en puissance des dépenses militaires inquiètent : tout d'abord les pays voisins, premières victimes en cas de conflit, et ensuite les Etats-Unis dont certaines bases militaires sont à la por-

tée des missiles chinois. L'augmentation du budget militaire chinois, + 314% en 10 ans, provoque une réelle course aux armements en Asie du Sud-Est : sur la même période, le taux de croissance des dépenses militaires est de +131% au Vietnam, +125% en Indonésie et +84% au Cambodge ! Le ton monte entre le Japon et la Chine : cette dernière fait patrouiller des navires militaires dans les eaux territoriales japonaises et en novembre 2013, Pékin délimite unilatéralement une « zone d'identification de la défense aérienne chinoise », dont le tracé inclut des îles sous contrôle japonais. La création de cette nouvelle zone s'accompagne de nouvelles règles que devront observer tous les avions qui la traversent, tel que le plan de vol précis, leur nationalité ou le maintien des communications radio leur permettant de « répondre de façon rapide et appropriée aux requêtes d'identification » des autorités chinoises. Outre l'ingérence chinoise, là où le bât blesse est que par la zone englobe les îles Senkaku ou Diaoyu en chinois. Sous contrôle japonais, mais pourtant revendiquées par Pékin, ces îles cristallisent le conflit latent de la région. Inhabitées et sans atouts naturels particuliers, le gouvernement japonais décide de racheter l'archipel à ses propriétaires privés pour affirmer sa souveraineté sur ces territoires disputés. La crise est réelle, des foules chinoises hostiles manifestent contre le Japon, dégradant et incendiant les bâtiments des entreprises japonaises installées en Chine. Les proclamations nationalistes ont envahi les sites Internet des deux pays et leurs flottes se croisent au détour des îles. La présence d'une Corée du Nord menaçante et dotée de missiles qui pourraient atteindre jusqu'à Hawaï, où est basée le commandement du Pacifique. Cette vulnérabilité potentielle renforce Washington dans sa volonté de se protéger grâce aux boucliers anti-missiles, non seulement sur les côtes ouest des Etats-Unis mais aussi en Asie. Sur l'île de Guam est implantée une batterie anti-missile, conçue pour intercepter des missiles allant jusqu'à 3000 km de portée. Entre le Japon et la Chine patrouillent deux destroyers anti-missiles depuis le printemps 2013. Au nord du Japon est déployé le premier radar anti-missile en 2006 et sera complété en 2014 par un second au centre du pays. La base de Subic Bay dans les Philippines, l'une des plus grande base américaine en Asie lors de la guerre du Vietnam, pourrait se voir de nouveau jouer un rôle primordial pour surveiller la trajectoire des missiles balistiques, lancés aussi bien par la Corée du

Nord que la Chine. Sur la base Darwin en Australie, Washington a envoyé 250 marines en 2012 et l'effectif devrait passer à 1000 en 2014. Un renforcement militaire américain est non seulement demandé par les alliés traditionnels des Etats-Unis (Australie, Japon, Philippines) mais aussi par tous les voisins de la Chine. En 2012, les Etats-Unis ont même pu réimplanter des facilités militaires au Vietnam, à Cam Rahn Bay, d'où ils avaient pourtant été chassés lors de la défaite américaine au Vietnam en 1973. Aujourd'hui, 60% des forces aériennes extérieures américaines se trouvent dans le Pacifique et 60% de leur force navale devraient y être basée d'ici 2020, soit 8 navires de plus qu'actuellement.



Face à la puissance militaire de la Chine et à la puissance commerciale de cette région du monde, les Etats-Unis semblent effectuer un pivot, basculant le centre de gravité de la stratégie et politique étrangère américaine d'un monde Atlantico-centré, tourné vers l'Europe et le Moyen-Orient, vers un monde Pacifico-centré, beaucoup plus tourné vers l'Asie. La montée en puissance militaire de la Chine, mais aussi son économie totalement mondialisée -avec une grande interdépendance des économies européennes, japonaises et américaines- fait peser une lourde menace sur les Etats-Unis. Alors, vouloir réduire le budget de la défense en 2014 tout en affirmant que l'Amérique n'abandonnera pas son rôle de « shérif mondial », n'est-ce pas une contradiction pour Washington ? Pour contrecarrer la puissance chinoise et rester le leader mondial, ne faudrait-il pas au contraire que les Etats-Unis mettent tous les moyens en œuvre pour que le contrôle de cette région ne leur échappe pas ? N'oublions pas ce que disait W. Raleigh -explorateur anglais sous le règne d'Elisabeth 1^{ère}- au sujet de la mer et qui s'applique sans problème à la situation géopolitique actuelle : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ».

* Louise Pierre

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Les relations germano-turques : entre remous politiques et solidarité économique



Le mardi 4 février 2014, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan était en déplacement à Berlin pour rencontrer la chancelière allemande, Angela Merkel. Cette visite fortement attendue relance le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'UE et donne l'occasion de faire un point sur les relations germano-turques, tant sur le plan économique que politique.

Un partenariat de longue date

L'Allemagne et la Turquie entretiennent depuis de longues années une amitié essentiellement basée sur des accords économiques historiques. Pour le directeur de la chambre de commerce germano-turque à Istanbul, Marc Landau : « L'Allemagne est le plus vieux partenaire économique de la Turquie du monde contemporain. [...] Les volumes des échanges commerciaux de la dernière décennie, exceptée pour l'année 2009 à cause des difficultés internationales, vont chaque année de records en records. En 2013, par exemple [...], un nouveau record a été atteint : je dirais que nous en sommes arrivés à 32-33 milliards d'euros de chiffre d'affaires. » Aujourd'hui encore, l'Allemagne reste le premier pays pour les exportations turques et le premier investisseur dans le pays. En ce qui concerne les chiffres des entreprises allemandes basées en Turquie, Marc Landau précise : « Depuis le milieu des années 90, les entreprises ont commencé à venir de leur propre initiative. Il y eut un premier « boom » entre 1995 et 2000, le chiffre des entreprises allemandes a doublé, passant de 500 à 1000 et aujourd'hui 14 ans plus tard, on est clairement au-dessus de 5000 ». Le directeur de la chambre de commerce est très positif quant au partenariat, qui aurait la spécificité d'être toujours plus « fructueux » au cours des années. Ce qui fait aussi, selon lui, la force de cet étroit partenariat

germano-turc, ce sont les 3 millions de citoyens Turcs ou d'origine turque installés en Allemagne [En 1961 fût signé un pacte économique entre l'Allemagne et la Turquie organisant l'envoi de main d'œuvre turque dans le pays et provoquant une vague d'immigration de travailleurs qui s'y sont définitivement établis, ndr] fût signé un pacte économique entre l'Allemagne et la Turquie organisant l'envoi de main d'œuvre turque dans le pays et provoquant une vague d'immigration de travailleurs qui s'y sont définitivement établis]. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler, lors de sa visite à Berlin le 4 février dernier, que la présence turque en Allemagne a permis le développement de 800.000 entreprises générant 40 milliards d'euros chaque année et 400.000 emplois, selon le site Internet d'informations allemandes Tagesschau.de.

Quelques turbulences politiques

Mais au vu des récents événements, des tensions sont palpables dans les relations germano-turques sur un plan diplomatique. Dans les médias allemands, notamment dans le magazine *Der Spiegel*, ce sont deux dirigeants aux personnalités totalement opposées qui sont décrits : la chancelière allemande Angela Merkel est définie comme étant froide, pragmatique, réfléchie ; au contraire du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, qui serait un homme de pouvoir, impulsif et fougueux. Pas étonnant que ces derniers n'entretiennent que des relations strictement diplomatiques. D'autant plus que suite aux manifestations du Parc Gezi au printemps dernier et au scandale de corruption survenu en décembre, Erdoğan a été vivement critiqué par son homologue allemande, dénonçant l'usage de la force et de mesures anticonstitutionnelles répressives. Les politiques de tous les partis allemands ont appelé

cette dernière à faire preuve de fermeté dans son discours avec son homologue turc. En outre, la chancelière a exprimé son opposition à l'adhésion de la Turquie dans l'UE, provoquant le ralentissement des négociations selon Erdoğan.

C'est pourquoi, dans ce contexte quelque peu troublé, la rencontre entre Angela Merkel et Recep Tayyip Erdoğan à Berlin le 4 février 2014 a fait beaucoup parlé d'elle, chacun ayant exprimé de fortes attentes de la part de son partenaire. C'est plein d'« assurance » et de « confiance », titrent la plupart des journaux allemands, que le Premier ministre s'est d'abord présenté devant la chambre des Affaires étrangères au début de sa visite à Berlin, où il a affirmé : « Ce n'est pas possible d'envisager l'Europe sans la Turquie », insistant notamment sur la croissance, sur l'augmentation des exportations, sur le développement démographique et la baisse du chômage dans son pays. Il exprime clairement l'attente d'un soutien de l'Allemagne au niveau européen. Face à Angela Merkel, Erdoğan montre



Marc Landau

« un autre visage » selon l'expression utilisée par *Der Spiegel*, presque « docile » alors que la chancelière insiste fermement sur son scepticisme quant à l'adhésion de la Turquie à l'UE, évoquant entre autres les événements perturbateurs survenus ces derniers mois dans le pays. Toujours dans le magazine allemand, la rencontre a été qualifiée de « courtoise » mais « très impersonnelle », la chancelière aurait peiné à décrocher un sourire à son homologue turc. Cette dernière a exprimé la volonté néanmoins de faire avancer les négociations, notamment en ouvrant de nouveaux chapitres et en débloquent ceux qui sont depuis trop longtemps en attente. Angela Merkel espère des réformes internes en Turquie sur une voie européenne, et renforcer la

coopération germano-turque dans l'idée d'un « partenariat privilégié ». « Nous sommes conscients de la signification stratégique et économique de la Turquie pour l'Europe. Mais nous refusons malgré tout une adhésion complète », déclare-t-elle à l'issue des discussions.

Les perspectives d'avenir des relations germano-turques

D'un point de vue économique, Erdoğan a déclaré que malgré la crise, la stabilité des relations économiques entre l'Allemagne et la Turquie n'a pas été mise en péril. Marc Landau semble partager cet avis : « Les relations économiques entre l'Allemagne et la Turquie sont dans une très bonne tendance, indépendamment de la politique. [...] Malgré les mouvements politiques intérieurs, elles se développent de manière positive ». Au sujet du possible « essoufflement » de la croissance turque, Marc Landau reste très optimiste, rappelant que « nombreux sont les pays en récessions », et que le problème n'est pas inhérent à la Turquie. En ce qui concerne les perspectives d'avenir de ce partenariat économique, Marc Landau se veut positif et évoque « un niveau d'échange déjà assez élevé, mais il y a toujours un gros potentiel ». Sur un plan diplomatique cependant, les relations entre les deux pays semblent de plus en plus compliquées ces derniers temps. La visite d'Erdoğan à Berlin du 4 février 2014 aura au moins permis de mettre au clair les attentes de l'un comme de l'autre : un soutien au niveau européen du côté turc, contre des réformes internes en Turquie dans le sens de l'UE du côté allemand. Malgré une rencontre plutôt froide entre les deux dirigeants, la chancelière Angela Merkel s'est montrée encourageante quant à un partenariat diplomatique approfondi et quant à la poursuite des négociations d'adhésion. Mais si les deux dirigeants n'arrivent pas à trouver des compromis, leurs caractères pourraient bien encore susciter des tensions diplomatiques.

* Julie Delaporte



Eren Paykal

Le Parlement autonome de la Generalitat de Catalogne a finalement décidé de l'organisation d'un référendum d'indépendance le 9 Novembre 2014. Le parti au gouvernement *Convergència i Unió* (CiU), la Gauche républicaine catalane (ERC), l'Initiative pour les Verts catalans (ICV), et les Candidats de l'Unité populaire (CUP) sont parvenus à un accord sur ce référendum. Ces forces détiennent 88 sièges sur les 135 que compte l'Assemblée catalane. La première question qui sera posée par le référendum est la suivante : « Est-ce que vous voulez que la Catalogne soit un État ? » et, en cas de réponse affirmative, « Est-ce que vous voulez que la Catalogne soit un État indépendant ? ».

Bien entendu, le parti au pouvoir en Espagne le *Partido Popular* (conservateur nationaliste) a réagi rapidement et

Et si la Catalogne...

sans concession en annonçant qu'une telle consultation allait à l'encontre de la loi espagnole. Le ministre espagnol de la Justice, Alberto Ruiz Gallardon, a affirmé que le référendum sur l'indépendance de la Catalogne « n'aura pas lieu », en précisant que la constitution espagnole n'autorisait aucune communauté autonome à soumettre à un vote ou à un référendum les questions touchant à la souveraineté nationale.

Pour sa part, le leader catalan Artur Mas a insisté sur le fait qu'il convoquerait ce référendum en toute légalité.

L'UE quant à elle, a émis des réticences sur une Catalogne indépendante « qui ne ferait pas partie de l'espace européen ». Le Président catalan avait envoyé fin décembre une lettre aux dirigeants des pays de l'Union européenne, dans laquelle il affirmait que le vote pouvait être organisé en accord avec la Constitution,

à condition que Madrid fasse preuve de volonté politique, en critiquant l'État espagnol « de ne pas trouver un moyen, 35 ans après l'adoption de la Constitution, de s'asseoir à une table pour que le peuple de Catalogne puisse s'exprimer dans les urnes ».

Le bras de fer opposant les gouvernements espagnol et catalan n'est pas près de s'achever tant l'intransigeance de Madrid est particulièrement redoutable.

L'une des régions les plus riches d'Espagne, la Catalogne a tout de même été lourdement frappée par la crise financière globale, laissant une population désenchantée et en quête de nouvelles issues. Contrairement aux différents autres exemples dans le monde, le mouvement souverainiste catalan est pour la plupart issu de la classe aisée de la société et l'on se demande si celle-ci aura la détermination et le courage d'aller jusqu'au bout

ou si une solution négociée avec l'Espagne serait bien accueillie.

Néanmoins, les critiques catalanes vis-à-vis du gouvernement central, sur son incapacité à gérer cette crise et son manque de tolérance pourraient être justifiées si l'on tient en considération le référendum pour l'indépendance écossaise approuvé par le gouvernement britannique.

Justement, les Écossais vont se prononcer sur leur sort, à peine quelques semaines avant le possible référendum catalan, le 18 Septembre 2014. Si l'on se rappelle, la Gagaouzie (région autonome de Moldavie) avait aussi voté massivement dans un référendum pour son droit à l'indépendance en février dernier. Plus de 95% des votants ont approuvé l'indépendance lors de ce référendum jugé illégal par le gouvernement central. La scène souverainiste européenne semble être agitée en 2014.

L'économie turque n'a pas dit son dernier mot

Que se passe-t-il en Turquie ? Un scandale de corruption, quelques manifestations dans le pays et c'est la livre qui est touchée, c'est l'économie qui en pâtit ? Retour sur une relation de cause à effet...

Fragilité politique=fragilité économique ? Dégringolant de 30% pendant l'année 2013, la livre turque semble être en bien mauvaise posture... Échangeant grosso modo 1€ pour 3TL, le marché turc est un véritable Eldorado pour le touriste européen. Beaucoup moins il est vrai pour la population turque qui subit une inflation de 7,7%...

Que la banque centrale d'Ankara injecte 2 milliards de liquidité sur le marché turc n'y change rien, ou presque. Le problème touche la base même de la société : la confiance. Car sans confiance en ses hommes politiques, en son pays, en son avenir, pourquoi investir ?



Faut-il le rappeler, alors que des rassemblements antigouvernementaux ont lieu presque chaque semaine ? La Turquie subit une tempête politique : non seulement les manifestations contre le contrôle toujours un peu plus pesant du gouvernement sur la société ne s'éteignent pas mais le scandale de corruption atteignant l'entourage du Premier ministre en décembre dernier renforce la défiance des marchés. Déjà l'agence de notation Standard & Poor's prévoit une dégradation des perspectives économiques du pays et abaisse la note de la dette souveraine de « stable » à « négative ». Certes, l'agence maintient à BB+ sa note de long terme et à B sa note de court terme en devises étrangères mais la possibilité d'un abaissement des notes dans les 12 mois à venir est plus que probable. Souvenons-nous-en, les agences notent les États sur leur capacité à rembourser leur dette à l'échéance prévue. Devant un risque plus grand d'insolvabilité, les investisseurs se trouvent face à deux choix : soit ils quittent le marché, soit ils demandent des taux d'intérêts plus élevés. Même avec une dette publique de 36% du PIB -ce qui ferait pâlir de jalousie un État comme la France qui lui, a dépassé en 2013 le seuil des 90% du PIB- la Turquie ne fait pas état d'exception et doit

se financer en émettant des titres. Les investisseurs jouent alors un rôle clef et sans leur financement, c'est le grain de sable dans le rouage : l'économie s'arrête. Et sans aller jusqu'à la dette publique, le déficit dans la balance commerciale est en lui-même un appel à l'investissement : le déficit dans l'épargne, le domaine énergétique ou de la compétitivité doit être comblé. La grande majorité des investisseurs engage alors leurs capitaux pour du court terme : il est alors plus aisé de se rétracter. Il n'y a pas de secret : pour que les acteurs économiques décident de financer le marché ou tout simplement d'y rester, il leur faut être assurés de la stabilité de leurs affaires. Le maître mot en économie reste le même depuis que la discipline existe : confiance. Sans confiance, pas d'échanges, pas de prêts, pas de croissance possible.

De formidables points forts : Les remous politiques n'éclipsent pour l'instant pas les qualités qui font de la Turquie un pays attractif. À commencer par le tourisme : passant de 8 millions de touristes en 2000 à plus de 39 en 2013, la Turquie se classe aujourd'hui à la 6^e place des destinations mondiales. Accueillir les touristes demande toujours plus d'infrastructures et la mise en place de programmes spécifiques, d'où la création d'emplois et un taux de croissance élevé.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2011	2012	2013(e)	2014(p)
Croissance PIB (%)	8,8	2,2	3,5	3,8
Inflation (moyenne annuelle)	6,5	8,9	7,7	6,5
Solde budgétaire / PIB (%)	-0,7	-1,6	-2,3	-2,3
Solde courant / PIB (%)	-3,7	-6,1	-7,4	-7,7
Dette publique / PIB (%)	38,1	38,2	38,3	34,9

Ensuite, l'avantage de la Turquie dans le domaine du Bâtiment-Travaux-Public se passe de commentaire : nous avons pu constater, ici et là en Europe, que ce sont les sociétés turques qui bâtissent nos villes.

À ce savoir-faire s'ajoute une culture d'entrepreneuriat et de flexibilité qui encourage la Turquie à se tourner vers l'Afrique. En réalité, la Turquie n'a jamais cessé ces 15 dernières années de manifester un vif intérêt pour l'Afrique. En 1998, Ankara commençait un programme intitulé "Plan d'ouverture vers l'Afrique". 2005 était pour la Turquie « l'année de l'Afrique ». En 2008 se tenait le premier sommet Turquie-Afrique à Istanbul, renouvelé depuis en mai 2013. Grâce à cette politique d'ouverture vers l'Afrique, les échanges commerciaux bondissent : en 2011, les exportations turques à destination de l'Afrique ont atteint 10,3 milliards de dollars avec une augmentation de 390 % depuis 2003,

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

* Louise Pierre

Relations entre le Maroc et la Turquie : des acquis à consolider pour les deux parties

Dans le cadre des échanges bilatéraux qu'entretiennent les deux pays, Aujourd'hui la Turquie a rencontré l'ambassadeur de la Turquie au Maroc, M. Uğur Arner. L'occasion de faire le point sur l'état des relations et les possibles avancées à mettre en place dans les années à venir.

Que pensez-vous du Maroc ? Qu'est ce qui retient votre attention dans ce pays ?

Le Maroc est un pays géographiquement éloigné de la Turquie. Mais nous nous sommes rapprochés depuis une dizaine d'années. Ma première visite au Maroc remonte à 1987. A l'époque il y avait moins de bâtiments sur la corniche de Casablanca. Je redécouvre vingt-cinq ans plus tard que Casablanca et Tanger ont beaucoup changé. Rabat aussi mais dans une moindre mesure. J'ai vu d'emblée que Casablanca était devenue une métropole.

Vous savez, la Turquie et le Maroc se ressemblent sur certains points et diffèrent sur d'autres. Nous avons la Mer Noire alors que vous avez une magnifique côte atlantique. Nous avons la Méditerranée en commun. La côte méditerranéenne marocaine est très belle, je l'ai visité de Tétouan à Tanger et d'Al Hoceima à Oujda. Les autoroutes et les autres infrastructures sont d'excellente qualité. C'est un pays qui a un bel avenir devant lui et qui sera parmi les pays africains les plus prospères dans quelques années. L'harmonie entre le travail du gouvernement et celui de Sa Majesté le Roi est très intéressante et suscite mon admiration.

Quelle est l'image de la Turquie au Maroc ?

La Turquie n'est pas un pays modèle pour le Maroc, qui a son propre modèle, mais les Marocains apprécient la Turquie. Ils connaissent les grands progrès économiques réalisés par la Turquie et les défis qu'elle s'est fixée. Nous ambitionnons de devenir dans les prochaines années la dixième puissance économique mondiale, c'est un projet ambitieux mais qui en vaut la chandelle. Le Maroc suit de près l'évolution économique de la Turquie, il retient des points du modèle de développement turc pour les adapter à ses propres données et spécificités.

Pouvez-vous nous parler des relations politiques entre le Maroc et la Turquie ?

Les relations bilatérales sont pour le moment excellentes et la visite qu'a effectuée notre Premier ministre en juin dernier au Maroc dans le cadre de sa tournée nord-africaine l'illustre parfaitement. Ce fut une visite très fructueuse, notre Premier Ministre a été accueilli chaleureusement par le chef du gouvernement marocain M. Abdelilah Benkirane et par les membres du gouvernement. Après cette visite les relations bilatérales seront sûrement renforcées.

Sa Majesté le Roi n'était malheureusement pas présente mais nous espérons que Sa Majesté effectuera bientôt une visite en Turquie.

Et qu'en est-il des échanges économiques entre les deux pays ?

Les relations économiques entre les deux pays sont bonnes. Cependant, l'accord de libre-échange penche en faveur de la Turquie. Les Marocains remettent cela en question et ont raison. Les entreprises turques obtiennent des appels d'offres au Maroc, puis une fois leur travail terminé, elles quittent le Maroc. Or, j'estime que ces entreprises devraient venir pour des investissements durables et ce dans un système gagnant-gagnant. Là encore il faut surmonter l'obstacle de la langue qui, il est vrai, fluidifie les échanges économiques et les accords. Par exemple, la côte méditerranéenne marocaine est magnifique et c'est le cas aussi pour la côte atlantique. Des sociétés de tourisme turques peuvent venir y investir et y construire de grands complexes comme à Antalya. Mais elles peuvent investir dans d'autres domaines aussi, comme celui de l'énergie solaire, des éoliennes...etc. Il y a de grands projets à Ouarzazate, le projet Annour par exemple, il est grandiose et peut pallier



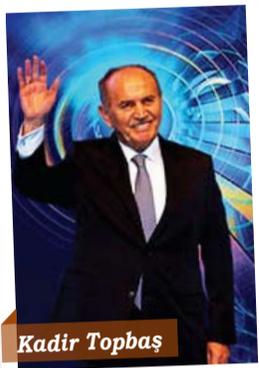
à tous les besoins énergétiques nationaux d'ici 2020. C'est un projet sur le long terme, très pertinent comme tant d'autres, le projet Tanger Med ou encore celui de la construction d'autoroutes, où des entreprises turques sont d'ailleurs impliquées.

En 2012, la Turquie est considérée comme la première destination de vacances pour les Marocains. Cependant, le nombre de ressortissants marocains en Turquie, reste très modeste...

Le Maroc est un pays très agréable qui reste méconnu par une grande partie des Turcs. Ces derniers ne pensent pas souvent au Maroc comme destination touristique alors que les Marocains ont pu se faire une idée sur la Turquie et vont y passer leurs vacances. Des jeunes marocains étudient en Turquie, mais on trouve très peu de travailleurs marocains en Turquie. Les Turcs se heurtent au barrage de la langue. L'arabe et le français sont des langues peu parlées en Turquie tandis que l'anglais y est plus prédominant. La langue constitue un obstacle de taille quand on voyage.

* Hind Al Aissi

Les élections municipales en Turquie : les regards sont tournés vers Istanbul



Kadir Topbaş

Le 30 mars prochain, les électeurs de 3000 communes de Turquie sont invités à voter pour le maire de leur ville ou, pour certaines grandes villes comme Istanbul, de leur quartier.

Après les événements du parc Gezi en mai dernier, qui ont vu le soulèvement d'une partie de la population contre le parti au pouvoir et qui ont donné lieu à une sévère répression policière, un autre événement est venu bouleverser la vie politique turque. Une importante affaire de corruption a été dévoilée en décembre dernier, impliquant de nombreux hommes politiques du gouvernement. Cette affaire n'a apporté que plus de confusion sur la scène politique, et ce à quelques mois des élections municipales. Les Turcs vont donc être amenés à voter dans un climat tendu, et tous les regards sont tournés vers Istanbul, qui représente un véritable « test » pour le parti conservateur AKP à la tête de la ville, et ce selon les dires même du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan.

Barçın Yinanç, éditorialiste à *Hürriyet Daily News*, nous explique : « Les turbulences que connaît l'économie turque vont certainement avoir des conséquences, surtout sur les votes de l'AKP. C'est

ce qui s'était passé en 2009 avec les dernières élections municipales : juste après la crise économique de 2008, l'AKP avait connu une baisse dans le nombre de voix obtenues, justement parce que l'économie n'était pas à un très bon niveau ». Les événements du parc Gezi pourraient également être la cause d'une baisse des voix de l'AKP, la gestion des événements ayant entaché l'image du parti au pouvoir. « Si nous en étions restés là, cela n'aurait peut-être pas fait une grande différence dans les votes » précise pourtant Barçın Yinanç, les manifestants de juin dernier n'étant certainement pas de très grands partisans de l'AKP. Mais nous n'en sommes pas restés là.

Depuis les événements de Gezi, la polarisation de la société est devenue flagrante, mais il se produit aujourd'hui une polarisation au sein même du parti AKP, entre les pro-Erdogan et les pro-Gülen ou « gülenistes » (confrérie religieuse initiée par Fethullah Gülen) qui soutenaient le pouvoir. Après la décision de l'AKP de fermer les *dershane*, des écoles en majorité contrôlées par la confrérie, une véritable lutte d'influence s'est mise en place, qui s'est exprimée à son paroxysme avec le scandale de la corruption apparu en fin d'année dont Fethullah Gülen est accusé d'être à l'origine. Il va très certainement y avoir une baisse dans les votes de l'AKP provenant de cette partie-là de l'électorat conservateur. Mais où iront ces votes ? « La vision et l'état d'esprit représentés par le CHP sont ennemis de la confrérie Gülen, nous dit Barçın Yinanç. Les « Gülenistes » ont la perception d'être victimes d'une so-

ciété laïque, séculaire établie par l'armée et pour eux, dans le passé du moins, le CHP était représentant de cette société qui ne leur a pas rendu la vie facile. Aux yeux des « Gülenistes », le CHP représente donc quand même le camp ennemi. Ça m'est alors un peu difficile d'imaginer qu'ils vont aller voter pour le CHP, mais dans le même temps je n'arrive pas à penser pour qui ils pourraient voter ».

Ceci étant dit, le programme du principal parti d'opposition, le CHP (Parti Républicain du Peuple), vise bien à rassembler toutes les communautés. Son programme se veut fédérateur, « sans faire de distinction entre les différentes classes sociales », précise l'équipe de campagne de Mustafa Sarigül, candidat CHP pour la ville d'Istanbul. Espérant que le 30 mars sera « le début d'un nouveau cycle de démocratie et de paix », Mustafa Sarigül entend être non seulement le maire de ceux qui ont voté pour lui, mais également défendre les droits de tous les citoyens turcs.

Dans cette atmosphère si confuse, une autre question se pose, celle de l'information des citoyens turcs sur ces municipales. D'après Yazgüül Aldoğan, journaliste à *Posta*, c'est une des raisons qui pourraient, finalement, faire que les résultats ne soient pas si différents des précédentes élections : « Le gouvernement a créé son propre média et continue de contrôler les autres. La majorité de l'électorat qui avait voté et croyait à l'AKP continue de croire en ce parti, parce qu'elle pense qu'il s'agit désormais d'une bataille de propagande ».

Différents scénarios pour la ville d'Istanbul

Istanbul est assurément une des villes les plus importantes pour les partis politiques en lice. Actuellement entre les mains de l'AKP, tous les regards sont tournés vers elle puisqu'il se joue là des enjeux de taille. « Le Premier ministre Erdoğan l'a dit lui-même lors de sa visite en Allemagne : ces élections seront un test pour l'AKP. L'AKP c'est Istanbul, Erdoğan c'est Istanbul... » nous dit Barçın Yinanç. Si l'AKP perdait Istanbul, ce serait donc une véritable défaite pour le parti. Est-ce envisageable ? Bien sûr, nous dit Yazgüül Aldoğan, pour qui tous les scénarios sont possibles. Mais certains facteurs, selon elle, sont à prendre en compte dans les prédictions : « Istanbul est une ville très grande. Et les derniers efforts faits par la ville dans le domaine des transports en commun, par exemple, donnent l'avantage à l'AKP par rapport au principal parti d'opposition, le CHP » confie la journaliste. Le CHP a cependant bien conscience de ce problème puisqu'un des souhaits de Mustafa Sarigül est de régler ce problème de circulation. Dans son programme pour Istanbul, le CHP appuie également sur le développement des espaces verts, dans une ville « qui veut respirer ».

* Amandine Canistro



Mustafa Sarigül

Tarlabaşı, un quartier vétuste qui suscite des convoitises

Le quartier populaire de Tarlabaşı, situé à deux pas de l'avenue *Istiklâl*, est au cœur d'un vaste projet de rénovation urbaine, exemple parfait de la gentrification en plein cœur d'Istanbul.



Le quartier populaire de Tarlabaşı n'a pas bonne presse. Mais loin de sa réputation sulfureuse, il règne dans ce quartier une ambiance particulière. On y croise Kurdes, Roms, migrants d'ici et d'ailleurs, les habitants discutent devant les échoppes, les enfants jouent dehors, le linge sèche sur des fils traversant la rue... Très vite, on aperçoit des maisons abandonnées, certaines sont brûlées, d'autres n'ont plus de fenêtres. Les bâtiments délabrés sont cachés derrière des plaques de tôle et d'imposantes affiches qui glorifient

le « Nouveau Tarlabaşı ». En effet, d'ici 2017, près de 210 bâtiments historiques seront rénovés laissant la place à des appartements résidentiels, bureaux, hôtels, commerces, galeries d'art... Le maire de Beyoğlu, Ahmet Misbah Demircan, a affirmé vouloir, avec ce projet de rénovation urbaine, rivaliser avec les Champs-Élysées.

Tarlabaşı, un lieu chargé d'histoire et de transformations

A la fin du 19^{ème} siècle, Tarlabaşı est un quartier résidentiel où diplomates côtoient levantins et travailleurs non-musulmans. En 1923, lorsque la capitale de la République de Turquie se déplace à Ankara, les diplomates quittent le quartier. Suite aux événements du 6 et 7 septembre 1955 contre la population non-musulmane d'Istanbul, les maisons de Tarlabaşı se vident à nouveau. Alors que les bâtiments commencent à se dégrader, les populations venues des campagnes pour trouver du travail et les Roms s'y installent. Ils travaillent en tant que musiciens, vendeurs de rue ou dans les restaurants. Dans les années 90, c'est le déplacement des Kurdes venus de l'Est et du Sud-Est de la Turquie qui modifie de nouveau le visage de Tarlabaşı. Aujourd'hui, les habitants de ce quartier sont majoritairement Kurdes et Roms.

Des réfugiés et migrants venus de pays d'Afrique, d'Iraq, d'Iran, de Syrie y ont également trouvé refuge aux côtés de travestis et de prostituées.

La pauvreté est importante dans ce quartier. Les habitants vivent dans des conditions précaires et l'accès aux services publics est fortement limité. Ils se retrouvent bien souvent livrés à eux-mêmes et cela favorise l'intensification des problèmes sociaux et de la criminalité. On assiste ainsi à une stigmatisation de toute une population, la rendant d'autant plus vulnérable. Neşe Erdilek, directrice du *Center for Migration Research* de l'Université *Bilgi* d'Istanbul explique : « Les gens ont peur de ce quartier et de ses habitants. Ils disent que les habitants vivent à 150 mètres en dessous de la civilisation (...) ils ont souvent peur de ce quartier mais nous travaillons là depuis huit ans et la réalité n'est pas si dure ».

C'est dans ce contexte que le *Center for Migration Research* a fondé en 2006 le *Community Center* de Tarlabaşı. Venant en aide aux plus vulnérables, il permet aux habitants de disposer d'une assistance sociale, d'un soutien psychologique, de cours pour les enfants... Mais faute de budget, le travail de l'association est compromis. Après avoir travaillé pendant près de sept ans dans un bâtiment

de 400m², le centre a récemment dû quitter ses locaux pour s'installer dans 70m².

Un quartier pauvre en voie de gentrification

Si le quartier populaire de Tarlabaşı a une mauvaise image auprès de nombreux stambouliotes, il ne concorde pas non plus avec l'image d'un Istanbul moderne dont rêve le gouvernement. Mais grâce à la loi 5366 sur « la régénération, la protection et le renouvellement des biens immobiliers culturels et historiques dégradés » votée en 2005, les autorités municipales de la ville ont les mains libres pour refaçonner le quartier de Tarlabaşı et expulser les habitants. Des expulsions ont déjà eu lieu, les habitants – très majoritairement locataires – sont ainsi directement menacés.

Bien que la loi 5366 prévoit une « négociation juste » et la « participation » des habitants au processus décisionnel, dans les faits, les habitants ont été exclus de toute négociation, leurs opinions et besoins n'ont pas été pris en compte.

Neşe Erdilek explique ainsi : « Le projet de rénovation urbaine est pratiquement un projet de gentrification ».

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhullaturque.com

* Claire Corrion

Deux femmes en compétition pour la Mairie de Paris

Les 23 et 30 mars 2014

prochains auront lieu les élections municipales en France. Pour la Mairie de Paris, deux femmes sont en lice pour succéder au maire socialiste Bertrand Delanoë : Nathalie Kosciusko-Morizet et Anne Hidalgo. Retour sur deux fortes personnalités qui s'affrontent dans une campagne pleine de rebondissements.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les parcours personnels et politiques de Nathalie Kosciusko-Morizet et d'Anne Hidalgo sont fondamentalement divergents, ce qui fait de ces femmes deux candidates aux atouts pertinents pour la Mairie de Paris.

Nathalie Kosciusko-Morizet, dite « NKM », est une Parisienne de souche, née dans le 15^e arrondissement. Elle grandit dans la banlieue de Sèvres, mais sa famille vit dans la capitale depuis des générations, argument qu'elle n'hésite pas à employer au service de sa campagne.

Anne Hidalgo, quant à elle, est originaire de la ville de Cadix, en Andalousie en Espagne et arrive à Lyon alors qu'elle n'a que 2 ans. Elle emménage dans le 15^e arrondissement de Paris en 1984 pour son premier poste d'inspectrice du travail et dit se sentir « Parisienne dans l'âme, bien que née ailleurs » sur son site Internet de campagne.

Les deux femmes poursuivent deux chemins bien distincts au cours de leurs études. Alors que la candidate UMP intègre la prestigieuse école d'ingénieurs Polytechnique et se spécialise dans les questions environnementales, sa rivale socialiste s'oriente vers des études en droit du travail à l'université, obtient une

maîtrise de sciences sociales, avant d'arriver 5^e au concours des inspecteurs du travail.

Après quelques années à travailler dans le secteur privé, NKM décide de s'engager en politique et devient jeune députée dans l'Essonne à l'âge de 29 ans. Convaincue que l'environnement est « enjeu majeur du XXI^e siècle », comme elle l'affirme sur son site internet de campagne, elle occupe différents postes au sein de l'UMP en charge notamment des questions sanitaires et environnementales. Nathalie Kosciusko-Morizet entre au gouvernement en juin 2007 en tant que secrétaire d'État chargée de l'écologie auprès de Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Écologie. Lors du remaniement ministériel en novembre 2010, elle devient elle-même ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, poste qu'elle occupera jusqu'à la défaite de Nicolas Sarkozy, dont elle fut le porte-parole de campagne, en mai 2012.

A l'âge de 35 ans, Anne Hidalgo quant à elle, adhère au Parti Socialiste pour suivre ses convictions citoyennes, alors qu'elle continue parallèlement sa carrière d'inspectrice du travail. A partir de 1997 et jusqu'en 2002, elle travaille dans trois cabinets ministériels, notamment en tant que conseillère auprès de Martine Aubry, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité Nationale. Hidalgo est nommée 1^{ère} adjointe chargée de l'égalité entre hommes et femmes et du Bureau des Temps alors que Bertrand Delanoë vient d'être élu maire de Paris en mars 2001. Elle s'engage à faciliter le quotidien des Parisiennes jonglant entre vie professionnelle et personnelle, cause qui lui tient particulièrement à cœur. En 2008, elle sera réélue 1^{ère} adjointe pour la ville de Paris, cette fois-ci chargée de l'urbanisme et de l'architecture.

Alors que les élections municipales approchent, la compétition fait rage entre NKM et Hidalgo, éclipsant les autres « petits » candidats. La candidate socialiste s'est présentée pour la Mairie de Paris dès septembre 2012, dans une volonté de succéder à Bertrand Delanoë avec qui elle a travaillé durant treize années. Elle bénéficie du soutien absolu de l'ancien maire qui la qualifie comme étant son « héritière » -terme qui ne manque pas de provoquer les tacles de sa rivale qui remet en cause la légitimité de sa candidature. Anne Hidalgo mise sur le rassemblement de son parti, soutenue également par le PCF pour ces élections, à l'inverse du parti UMP dont elle a dénoncé le manque d'unité lors de primaires mouvementées que Nathalie Kosciusko-Morizet a remportées le 3 juin 2013. Dans l'optique de rallier la capitale à la droite, l'ancienne ministre écologique a lancé une grande opération de communication, notamment via les réseaux sociaux comme Twitter où elle est très active et suivie. A travers son projet de proximité « NKM près de chez-vous », elle improvise des rencontres avec son électorat parisien dans tous les quartiers, autour d'un « pot convivial ». NKM se veut surtout une candidate proche des Parisiens et du peuple, montrant une image moderne de l'UMP à cette ville de tendance socialiste. Ses déclarations au sujet du métro qu'elle qualifie de « lieu de charme », sa transformation physique -cheveux lâches remplaçant son habituel chignon, style vestimentaire décontracté- ainsi que la photo polémique de la candidate fumant une cigarette dans la rue en compagnie de sans-abris, provoquent les railleries de l'opposition et les débats entre les médias qui la qualifient de « bobo ». Parallèlement, Anne Hidalgo a fondé l'association « Oser Paris » et a lancé un comité de soutien le 14 janvier,



réunissant près d'un millier de noms, dont ceux de nombreux artistes et intellectuels. Cette liste est par ailleurs vivement critiquée par la candidate UMP qui l'accuse d'avoir monnayé l'appui de ces personnes par des subventions. Si elle ne se fait pas autant remarquer que cette dernière au niveau des médias, Hidalgo est une candidate qui agit au cœur de la ville et est appréciée pour sa communication plus discrète mais tout aussi efficace auprès des Parisiens. Les priorités de la candidate socialiste concernent la création de nombreux logements sociaux et l'aménagement d'espaces verts. NKM axe sa campagne sur la sécurité, vis-à-vis de la population Rom notamment, en plus de son projet insolite de réaménagement des stations de métro « fantômes » en boîtes de nuit et restaurants.

Le premier débat télévisé entre les candidats à la Mairie de Paris, dont Nathalie Kosciusko-Morizet et Anne Hidalgo, a eu lieu ce 29 janvier 2014, et a clairement donné le ton de cette campagne municipale, axée principalement sur le duel entre les deux femmes. La majorité des sondages publiés jusqu'à ce jour placent Hidalgo en tête du scrutin, cependant la candidate UMP renforce de plus en plus sa position, ce qui pourrait faire la différence. Une course pour la capitale qui restera donc tumultueuse jusqu'aux élections.

* Julie Delaporte



Ozan Akyürek

Avocat au Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

La place du parquet en France ou la nécessaire refonte du statut du ministère public

Le 28 novembre dernier, la Commission de modernisation de l'action publique, présidée par Jean-Louis Nadal, remettait son rapport relatif à la réforme du ministère public à la Garde des Sceaux. Le ministère public connaît en effet une crise profonde. Crise d'identité, qui tient principalement à l'ambiguïté du statut de cette autorité. L'indépendance du parquet vis-à-vis du pouvoir exécutif s'est, à cet égard, trouvée fortement remise en cause, notamment par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH, 23 novembre 2010, Moulin c/ France), qui a condamné la France en 2010 au nom du maintien des libertés. Le « parquet à la française » représente pourtant l'une des originalités de notre système judiciaire, en ce que le ministère public est à la fois membre de l'autorité judiciaire et partie poursuivante au procès. En tant que représentant de la Nation souveraine, le parquet est, avec les magistrats du

siège, gardien des libertés individuelles (Article 66 de la Constitution de 1958). En charge de l'action publique, il bénéficie de pouvoirs de contrainte, comme celui du placement en garde à vue. C'est sur ce point spécifique que se sont concentrées les critiques de la CEDH, en ce que la privation de liberté inhérente à une garde à vue, ne devrait pas être exercée par des magistrats placés « sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du Garde des Sceaux » (Article 5 de la Constitution de 1958).

La qualité de magistrat justement. Il a été soulevé qu'elle devrait être déniée au parquet, pourtant membre de l'autorité judiciaire, en raison de sa proximité avec l'exécutif (CEDH, 29 mars 2010, Medvedev c/ France), qui ne lui permettrait pas de remplir l'exigence d'indépendance qui lui est imposée. L'instauration de nouvelles mesures évitant toute « ingérence injustifiée »

(Cf. Rapport du 28 novembre 2013) de l'exécutif imposera donc de prendre en considération les exigences européennes, et notamment le projet de création d'un parquet européen intégré aux systèmes judiciaires nationaux, souhaité par l'Union.

La question du rôle du parquet en France, véritable édifice institutionnel, est donc pleinement d'actualité. Garantir aux citoyens une justice indépendante, c'est attribuer à cet organe les moyens d'exercer efficacement sa mission. Le statut controversé du ministère public, et plus généralement sa place au sein de l'organisation judiciaire, n'est peut-être en effet que l'une des conséquences de l'obsolescence de cette dernière. Le débat qui s'est cristallisé autour de l'indépendance du parquet n'est finalement pas tant celui d'une indépendance fonctionnelle ou personnelle, que celui d'une clarification des missions qui lui sont dévolues. Les réformes de

la procédure pénale se sont notamment traduites par un élargissement des attributions du ministère public. Malgré l'augmentation des tâches qui leur incombent, ces magistrats n'ont pourtant eu de cesse de s'adapter et d'innover, par souci d'efficacité de la justice pénale. A ce titre le récemment nommé Président de la Haute Autorité pour la Transparence de la vie publique, a fait état de ce que la dimension fondamentale des missions du parquet, celle de l'opportunité des poursuites, s'était « évacuée avec le temps », regrettant ainsi une quête de la « performance », et d'« automaticité » des poursuites.

La quête de légitimité dont se prévaut le parquet passerait donc par une révision constitutionnelle, faisant fi des alternances politiques. Si un élan de modernisation s'impose dans le monde judiciaire, il nécessitera inexorablement, au-delà d'une évolution des mentalités, du courage politique.

Agenda culturel du mois de mars Sélection d'Aujourd'hui la Turquie

Borusan Kültür Sanat

Borusan İstanbul Filarmoni Orkestrası

Jeudi 13 mars, 20h à Lütfi Kırdar
UKSS : Sascha Goetzel (chef), Nicola Benedetti (violon) et Leonard Elschenbroich (violoncelle)

Jeudi 20 mars, 20h à Lütfi Kırdar
UKSS : *Leyla Gencer Anusina*, TOSCA avec Sascha Goetzel (chef), Yekta Kara (metteur en scène), le Chœur du Borusan İstanbul Filarmoni et Gökçen Koray (chef de chœur)

Lundi 24 mars, 20h à Lütfi Kırdar
UKSS : James Judd (chef) et Markus Schirmer (piano)

Toutes les sonates de piano avec Rudolf Buchbinder

Samedi 15 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-I

Dimanche 16 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-II

Mardi 18 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-III

Mercredi 19 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-VI

Vendredi 21 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-V

Samedi 22 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-VI

Dimanche 23 mars, 20h30 à Süreyya

Operası : Beethoven Piyano Sonatları-VII



İş Sanat

Concerts :

Vendredi 7 mars, 20h : Limón Dance Company

Samedi 8 mars, 20h : Limón Dance Company



Mercredi 12 mars, 20h : Concert de musique classique turque avec Funda Arar

Jeudi 20 mars, 20h20 : Teresa Salgueiro

Exposition :

Retrospective de Mehmet Mahir à la galerie İş Sanat Kibele, du mercredi 12 mars au samedi 19 avril. Cette exposition retrace les différentes périodes de l'artiste, également chef du Département de peinture de l'Université Mimar Sinan.



Babylon

Mercredi 12 mars, 21h30 : Jehan Barbur



Haydn, compositeur à l'honneur

Le célèbre musicien autrichien Joseph Haydn est au cœur de la nouvelle exposition du Forum Culturel d'Autriche : « Joseph Haydn, un génie universel de la musique » (*Müziğin Evrensel Dahisi*). Le 12 février 2014 a eu lieu la soirée d'inauguration à l'Hôpital Autrichien de Beyoğlu, incluant un concert des étudiants et professeurs du Conservatoire de l'Université Technique d'Istanbul.



L'exposition retrace la vie et le parcours musical de Joseph Haydn (1732-1809), père de grandes œuvres devenues des classiques, et un des compositeurs les plus talentueux aux côtés de Mozart et Beethoven, véritable référence de la musique classique occidentale. En Europe jusqu'en Turquie, sa musique est toujours bien vivante, appréciée et respectée. A travers croquis de lui-même et de ses amis, correspondances postales, extraits de par-

tition, paysages de sa vie et dessins d'instruments de musique, venez (re)découvrir le personnage d'Haydn, ses influences, ses passions, son art. Une rétrospective sur ce compositeur de génie, qui incarne le classicisme viennois. Le projet est soutenu par le Festival Haydn du Burgenland, par la Fondation privée internationale Joseph Haydn d'Eisenstadt, et par le ministère fédéral autrichien pour les Affaires européennes et internationales.



La vitalité du cinéma turc, déjà centenaire

Alors que le cinéma turc s'appête à fêter son centième anniversaire, Aujourd'hui la Turquie est allé à la rencontre d'Attila Dorsay, grand critique et spécialiste de cinéma. Il nous parle de l'essor et de la spécificité du septième art turc, récemment très prolifique. Auteur à succès, Attila Dorsay revient également sur son dernier livre, « Emek Yoksa ben de Yokum », qui retrace sa vie culturelle et artistique dans le quartier de Beyoğlu et son combat contre la destruction du cinéma Emek.



« Si Emek n'est pas là, je ne serai pas là non plus »

Ces dernières années, la bataille d'Attila Dorsay, c'était de conserver intact le cinéma Emek, haut lieu de la culture cinématographique à Beyoğlu. Construit en 1924, il était menacé par une destruction totale, au profit d'un centre commercial... Il raconte : « Je suis très attaché à ce quartier. J'étais interne au lycée de Galatasaray, bastion de la culture française en Turquie. Je sortais dans les bars, les cafés chantants et bien sûr les cinémas, dont Beyoğlu était rempli. Lorsque le capital avec un grand C a mis la main sur ce quartier, pour en faire un quartier qui rapporte le maximum possible, où tout a été sacrifié, abandonné au capitalisme aveugle et cruel, un quartier dont on ne respectait plus les traditions, les lieux sacrés et cultes qui avaient accueillis toute la vie culturelle des deux derniers siècles, j'ai commencé à protester. » Alors critique de cinéma au quotidien Sabah, il lance un cri de désespoir et promet à ses lecteurs que si le cinéma en venait à être effectivement démoli, il renoncerait à ses articles de presse. En avril 2013, après sa destruction, Attila Dorsay tient sa promesse et démissionne du journal. Il continue : « Après cela, j'ai néanmoins continué à écrire des livres, car être écrivain, ça ne s'abandonne pas comme ça, cela fait partie de moi. »

Et il se trouve justement qu'en novembre de cette année, la Turquie fêtera le centenaire de son cinéma. « A cette occasion, je vais publier un livre, « Les 100 films turcs du centenaire ». J'ai fait un grand travail de recherche, j'ai fouillé dans toutes les archives inimaginables en Turquie. Il y avait des films complètement perdus, qui avaient disparus depuis des années... J'ai mis la main sur toutes les œuvres cinématographiques que j'ai pu trouver. Il s'agit de retracer l'histoire la plus complète que possible de notre cinéma. » Alors qu'il faut des budgets conséquents pour digitaliser et restaurer convenablement les films, l'Etat n'a jusqu'alors pas offert les moyens nécessaires : « Mais maintenant que l'on arrive au centenaire, tout le monde se presse, le ministère de la culture, les grands établissements... Ils se sont promis de restaurer tout ce qu'ils pouvaient. J'espère que mon livre va aussi aider à cela. » Mais ces bonnes intentions se concrétiseront-elles vraiment ? Attila Dorsay répond : « Je garde toujours un

certain optimisme, même si aujourd'hui il est très difficile de ne pas être pessimiste en Turquie avec le pouvoir actuel, extrêmement conservateur. Il renouvelle la censure sur Internet et dans le cinéma, même si celle-ci est plus indirecte. Je ne pense pas qu'un pays aussi important et riche que ce soit culturellement, historiquement et même économiquement, puisse faire un tel pas en arrière et effacer tout ce que on a pu accomplir au cours de quelques dizaines d'années ».

Le cinéma turc en pleine forme

Ces dernières années, la production cinématographique du pays a considérablement accru. Attila Dorsay explique : « En Turquie, et c'est un fait très rare, il y a une domination absolue de la production cinématographique nationale. A tel point que l'année passée, il y a eu environ 75 films turcs sortis en salle avec un peu plus de 50 millions d'entrées. Comparé à la France c'est relativement peu, mais pour la Turquie, c'est un chiffre record. Aussi, parmi les 10 films du box-office, neuf sont des productions nationales. » Les grosses productions commerciales sont-elles pour autant de bonne qualité ? « D'une façon générale, il y a de plus en plus de bons films, même populaires. Il n'y a pas forcément de fossé entre les films d'auteur et les films commerciaux. Ceux-ci gagnent une certaine valeur artistique, car les budgets deviennent de plus en plus importants. Les scénaristes sont davantage payés et nous voyons maintenant des noms très importants de la littérature turque participer aux scénarios. Des œuvres d'écrivains reconnus, comme Orhan Pamuk par exemple, sont transposées à l'écran. » Le cinéma turc est donc bel et bien debout : invité régulier des plus grands festivals comme à Berlin ou à Cannes, il arrive à toucher un public de plus en plus large, aussi au-delà des frontières. Une tendance qui se confirmera ces prochaines années. Attila Dorsay rajoute : « La Turquie apprend encore à protester, mais depuis les mouvements de Gezi l'année passée, je suis certain qu'il y a un cinéma contestataire qui va aussi se développer davantage. »

Pour que nos lecteurs puissent appréhender l'esprit du cinéma turc, Attila Dorsay a sélectionné 3 films cultes qui reflètent son essence

« Üç Arkadas » (Trois compagnons) de Memduh Ün, 1958. A Istanbul, 3 jeunes amis errants se lient d'amitié avec un aveugle.

« Umut » (Espoir) de Yılmaz Güney, 1970. L'histoire d'un analphabète, dont seul l'espoir le pousse encore à se battre.

« Uzak » (Loin) de Nuri Bilge Ceylan, 2002. Grand Prix du jury du Festival de Cannes, il met en scène un photographe en proie à une crise existentielle, qui accueille son frère venu lui rendre visite à Istanbul.

Ibrahim Maalouf à Istanbul : « Tout ce que je fais est basé sur une certaine forme de liberté »

Les 11 et 12 février derniers, le trompettiste et pianiste Ibrahim Maalouf était en concert au Babylon d'Istanbul avec sa tournée Illusions. Un concert qui fut à l'image de l'artiste, éclectique et chaleureux. Pendant presque deux heures, le musicien et son groupe nous ont envoyé du génie musical plein les oreilles. Quelques minutes avant son concert, Aujourd'hui la Turquie a rencontré l'artiste.



Vous venez à Istanbul avec votre dernier album, *Illusions*. Pouvez-vous nous en parler ?

Illusions est mon cinquième album, et c'est la première fois que je compose un album pour le jouer sur scène. C'est aussi la première fois que j'enregistre un album en compagnie du groupe avec lequel je tourne depuis 2006. J'avais pas mal de morceaux qui évoquaient le sujet de l'illusion ou de la magie, et je me suis également intéressé à la notion de *buzz*, c'est-à-dire la création d'un élément externe pour accompagner un sujet. C'est pour cela que j'ai fait une reprise de Rihanna dans cet album, en référence à ces *buzz* à répétition dont elle a la spécialité pour vendre un album : changer de coiffure, faire des vidéos bizarres... Je m'intéresse aussi beaucoup au rapport que les gens ont avec l'information. On regarde les journaux télévisés et on ne se pose pas tellement de questions sur la véracité et sur l'origine de ces informations. Tout ça pour moi c'est un monde d'illusion, de magie, et c'est ce qui m'a inspiré pour mon album. D'ailleurs la pochette de l'album représente tout sauf la réalité. Je ne suis jamais habillé comme ça, autour de moi on a l'impression que mon groupe est complètement bizarre... J'avais envie que la pochette de l'album ressemble à une affiche de spectacle de magie.

Vous avez étudié toutes sortes de répertoires musicaux, que ce soit avec

votre père ou au Conservatoire, et vous avez joué avec des musiciens aux univers très différents. Est-ce qu'on peut dire qu'il s'agit là d'une recherche pour trouver votre propre style, ou bien doit-on plutôt voir cela comme une source d'inspiration ?

La notion de recherche voudrait dire que je l'ai fait pour chercher quelque chose alors que ce n'est pas le cas. Les rencontres se font un peu par hasard et je les accepte quasiment toutes quand j'ai la possibilité de le faire et qu'artistiquement ça me plaît. Par contre, oui, c'est complètement une source d'inspiration. Je n'ai jamais senti que je pouvais ne pas avoir ma place dans tel ou tel environnement musical et j'ai toujours pensé que ce n'est pas parce que ça ne me ressemble pas que je ne peux pas m'inscrire dedans. Je pense notamment à ma collaboration avec Vincent Delerm. Quand je l'ai rencontré je sortais de 17 années de musique classique. Que ce soit à travers mes études au Conservatoire de Paris, à travers les concours internationaux ou autres, depuis des années mon environnement musical c'était le classique et la musique arabe. Et d'un seul coup Vincent Delerm me demande de venir jouer avec lui ! Il y a pas mal de gens qui m'ont demandé ce que j'allais faire dans cet univers... Je n'ai jamais pensé comme ça. Je me suis dit « moi qui n'écoute pas trop les paroles des chansons ça va me changer », et j'ai découvert son univers, son humour, son humilité, sa manière de gérer sa vie... C'est autant de choses qu'on apprend et qui sont intéressantes. Ce sont des collaborations artistiques très enrichissantes et qui m'inspirent.

Vous jouez avec la trompette inventée par votre père. Qu'est ce que cela représente pour vous ? Peut-on parler de transmission ?

Ce que mon père a inventé, au-delà même de la trompette elle-même, c'est une manière de jouer de la trompette, qui n'a rien à voir avec tout ce qui se faisait auparavant. C'est là où pour moi mon père a vraiment eu du génie. Il a adapté une tradition orale et vocale du chant arabe à la trompette. Au-delà de l'apport d'un piston supplémentaire sur un instrument, il a ouvert un instrument moderne, qui est mythique pour le jazz, essentiel pour la musique classique, à une culture qui n'éprouvait aucune nécessité à reconnaître son existence. Grâce à ce quatrième piston, cette trompette devient l'instrument le plus complet, après le violon, de tous les instruments de la musique arabe, parce qu'avec lui on peut jouer tous les *maqâm*, c'est-à-dire les gammes arabes, dans toutes les tonalités, ce qui n'est pas le cas des autres instruments. Je suis fier de porter l'héritage de mon père, c'est un héritage culturel fort. Et au-delà de l'héritage en soi, c'est pour moi un moyen d'expression jubilatoire. Il n'y a pas d'environnement musical dans lequel je me sente complètement épanoui à cent pour cent qui soit autre que celui que je crée aujourd'hui. Et si j'arrive à créer cet environnement, c'est parce que j'ai dans les mains un instrument que mon père m'a légué et qui est en lui-même un mélange et un métissage, au carrefour de toutes les influences musicales du monde.

Parlons un peu de l'improvisation musicale. C'est un exercice auquel vous vous adonnez souvent. Qu'est ce que vous appréciez en elle et qu'est ce que cela vous apporte ?

C'est à la base de tout ce que je fais. J'enseigne l'improvisation au Conservatoire à Paris, je compose en improvisant, j'improviser sur scène... Tout ce que je fais est basé sur une certaine forme de



liberté et l'improvisation, c'est la liberté. Mais l'improvisation, surtout en groupe, ce n'est pas une liberté absolue et anarchique, c'est une liberté qui est contrôlée parce qu'elle est soumise à l'humeur, à l'envie des autres et à leur liberté. C'est une forme de liberté qui respecte aussi la liberté des autres. C'est une philosophie même.

Vous venez assez régulièrement à Istanbul. Que pensez-vous de la musique turque ?

J'ai découvert les musiques balkaniques il y a une quinzaine d'années, et j'ai remarqué qu'il y avait une influence turque très marquée chez certains musiciens. Ensuite j'ai découvert qu'il y avait une musique turque d'influence balkanique et gitane qui était passionnante. J'ai notamment beaucoup écouté le groupe *Laço Taifa*, qui pour moi est un mélange sublime entre toutes ces influences que j'essaie également de chercher au quotidien dans mes musiques. La musique turque, c'est l'influence de l'Orient, avec des rythmes et des mélodies très efficaces qui sont aussi un peu occidentales, avec beaucoup de *maqâm* et d'improvisations... Le tout avec une certaine forme de modernité en même temps.

Un mot sur la ville d'Istanbul ?

C'est la même chose que pour la musique turque. Je trouve que c'est un superbe lieu de métissage. Je me sens très en phase avec l'esprit de cette ville. C'est un mélange entre la tradition, qui n'est ni reniée ni mise en danger, avec une certaine volonté de modernité. Et ceci est valable pour la musique, pour le mode de vie des gens, pour la nourriture, pour la culture en général, pour l'économie, pour tout ! Je suis très sensible à ce mélange.

* Propos recueillis par Amandine Canistro et Louise Lucas

Les gravures de Picasso présentées au Musée Pera d'Istanbul

Le Musée Pera d'Istanbul propose jusqu'au 20 avril une exposition présentant une soixantaine d'œuvres, principalement des gravures, réalisées par Picasso entre 1923 et 1969.

Picasso, de son nom complet Pablo Ruiz Picasso est né à Malaga en 1881. Considéré comme le fondateur du cubisme avec Georges Braque, il est incontestablement l'un des plus grands artistes du XX^e siècle.

Regroupant 56 gravures et 8 céramiques, l'exposition du Musée Pera permet de mieux comprendre le travail de Picasso qui a pratiqué la gravure tout au long de sa carrière pour accompagner ses recherches artistiques. Avec sa créativité constamment en éveil et son goût du tra-

vail acharné, Picasso avait un désir insatiable d'expérimenter toutes les techniques et d'en imaginer de nouvelles.

Avec cette exposition, on découvre un panorama des modèles, techniques et styles de l'artiste entre 1923 et 1969. Au cours de ces cinquante ans, Picasso est ainsi passé du Classicisme au Cubisme ou encore au Surréalisme, combinant parfois ces styles. Ces gravures qui reflètent la recherche constante et sans fin de l'artiste sont à l'image de son univers.

On découvre ainsi comment le tableau d'Eugène Delacroix, *Femmes d'Alger dans leur appartement*, a été le point de départ d'une série de peintures à l'huile, de dessins et de gravures réalisés par Picasso dans les années 50. C'est ainsi qu'il réalise une série de tableaux – combinaison de gravures et de lithographies – intitulés *Deux femmes nues*. Alternant entre lignes pures

et ombres, il laisse aller sa créativité dans un exercice d'intensification des formes. D'autres tableaux permettent d'entrer dans la vie intime de Picasso. En effet, il représente sa compagne, la peintre Françoise Gilot, en train de lire, d'écrire ou de dessiner. Les enfants du couple, Claude et Paloma, sont également représentés, jouant aux pieds de leur mère, à deux, ou encore avec une poupée pour Paloma et un vélo pour Claude.

On voit également à quel point les femmes ont occupé une grande place dans la vie de Picasso et dans son art. L'artiste qui a grandi entouré par ses sœurs et sa mère, les a représentées à de nombreuses reprises ainsi que les autres femmes de sa vie, Olga Khokhlova, Marie-Thérèse Walter et Jacqueline Roque.

Aux gravures et céramiques, s'ajoutent également des objets de son enfance – pe-



tits soldats et chaussures – venant de la maison qui l'a vu naître à Malaga.

Musée PERA,
« Engravings and Ceramics from the House of His Birth » du 5 février au 20 avril 2014.
Meşrutiyet Caddesi No.65 34443 Tepebaşı - Beyoğlu - İstanbul

* Photo : Deux femmes nues
Claire Corrion

En Opel Meriva, tout va !

On me demandait, au retour des essais de la nouvelle Opel Meriva sur la Côte d'Azur, mon avis sur ce petit monospace. La première impression qui me vint à l'esprit fut : « *Il manque un titre à cette voiture* ». Au-delà du rapport de 2014 de la TÜV, organisation allemande chargée des inspections techniques, qualifiant la Meriva comme « *voiture jouissant du plus faible taux de problèmes* » et lui attribuant ainsi la mention « *Best in quality* ». Outre le fait que cette dernière ait été récompensée d'un prix par l'association allemande pour la santé du dos (*Aktion Gesunder Rücken*) pour la globalité de son concept ergonomique et la protection du dos... Il lui manque le titre de « *la voiture la plus complaisante* ».

Car, l'Opel Meriva se plie en quatre pour plaire et séduire. Il y a tout d'abord les portes antagonistes qui surprennent et rappellent celles de la Rolls-Royce Ghost. Ces dernières offrent un accès à l'arrière du véhicule et une sortie en toute simplicité grâce à un rayon d'ouverture plus ample. C'est désormais la fin des plaintes de la tante, à la surcharge pondérale notoire, qui embarquait jusqu'à lors péniblement à l'arrière. La visibilité à l'arrière a été élargie grâce à un décochement qui permettra aux enfants d'observer confortablement l'extérieur. C'en est également fini des simagrées des plus petits ! Puis le système multimedia Intelli-Link avec sa connectivité supplémentaire via un port USB et WiFi aura raison des fondus de technologie. Penchés sur leur téléphone, comme à leur habitude, on ne les entend plus ! Équipé d'une nouvelle génération de moteur dont le niveau de bruit et de vibrations reste remarquablement bas, on en oublierait qu'il s'agit d'un diesel. Sa boîte de vitesses offre des engagements plus doux et plus précis. Là, c'est moi qui vais presque arrêter de me plaindre...



Mais c'est définitivement sa robe couleur Rouge magma qui la rend glamour, rappelant tantôt le tapis rouge menant au Palais des Festivals. Et qui mieux que Claudia Schiffer pouvait incarner ce rôle d'ambassadrice de la marque au Blitz ? La voici dans le nouveau spot publicitaire d'Opel, descendant fièrement de son Meriva, sous les flashes des photographes, énonçant la clé d'une « *apparence parfaite* ». Il suffit simplement de poser d'abord le pied droit puis le pied gauche et de défiler devant « *une voiture qui les met en scène* ». « *La technique allemande dans toute sa splendeur* » commente la voix-off et Claudia de rétorquer : « *It's a German* ». Pas sûr que la concurrence, avec leur "French Touch", puisse ergoter.

* Daniel Latif

Eyüp : entre sacralité et agitation



Le quartier d'Eyüp est un lieu de pèlerinage important. Autour, les rues de l'ancien village, bien que rénovées, offrent encore cette atmosphère très vivante. Pour s'écarter un peu de la foule et se relaxer, le meilleur endroit est en haut de la butte qui surplombe la Corne d'Or.

En descendant du vapur à l'embarcadère d'Eyüp, il n'y a qu'à suivre le flot de passagers pour se retrouver plongé au coeur du quartier. On est tout de suite dans l'ambiance de ces petites rues dallées très animées, avec ses petits commerces et ses maisons en bois rénovés. Vertes, jaunes, roses, ou celles en couleur bois originel. Puis c'est le bazar ouvert, au beau milieu des mosquées et cimetières. Traditionnellement, le quartier était connu pour ses jouets artisanaux, en bois, en papier ou en terracotta. Aujourd'hui il n'en reste quasiment plus. Des étals de bijoux, des vêtements, ainsi qu'une odeur de *misir* grillé nous mènent jusqu'à la grande place du complexe d'Eyüp Sultan, où l'atmosphère religieuse se ressent le plus.

Un climat religieux et familial

L'Empire ottoman s'est servi très tôt du quartier d'Eyüp comme une vitrine religieuse. Le premier complexe religieux y a été créé, juste après la conquête d'Istanbul en 1453, en l'honneur d'un compagnon du prophète Mahomet, Mi-hmandar-i Resulullah Halid Bin Ubu Eyup el-Ensar. Eyüp serait mort durant le siège des Arabes, en 669. Depuis, venir prier sur son *turbe* (tombeau) est devenu une tradition islamique de haute importance. Mehmet le Conquérant a donc fait construire une mosquée pour abriter ce tombeau. Aujourd'hui rénovée et de style baroque, elle est toujours très fréquentée. Dans la cour, de nombreux fidèles implorant le ciel autour du *turbe*. Des grands panneaux relatent l'histoire du compagnon de Mahomet. A l'intérieur de la mosquée, il y a une atmosphère paisible et aussi très chaleureuse car beaucoup de monde circule, des enfants jouent. A l'image du quartier dans son ensemble, le côté religieux est très prégnant mais l'animation ambiante le rend vivant. L'aspect sacré est aussi désormais commercialisé et attire les touristes, mais peu de touristes européens, si l'on compare avec le quartier de Sultanahmet. On se sent donc à la fois dans un lieu de vacances, un lieu de tourisme et un lieu où la vie normale, bien qu'animée, suit son cours. Le centre religieux est en effet imposant mais toutes

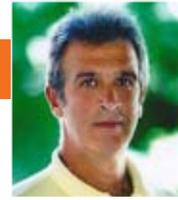


les rues qui partent de la grande place avec la fontaine sont des allées commerçantes aux pavés clairs. Dans certaines petites rues, les maisons traditionnelles en bois sont d'origine, prêtes à s'effondrer pour certaines. On se croirait dans un village du sud de la France, ou du sud de la Turquie. C'est le printemps, des familles et des groupes d'amis se promènent en dégustant des glaces. Certains s'engouffrent dans l'allée qui se trouve derrière le complexe et mène vers le cimetière et le café Pierloti.

Dominer la ville au café Pierloti

Il est temps de grimper les marches qui serpentent entre les tombes bordées de cyprès. Pour les musulmans, être enterré dans le cimetière d'Eyüp est toujours considéré comme un privilège et un honneur. Un chemin principal mène en haut de la butte, mais certaines personnes empruntent des petits sentiers fuyants pour se rendre sur les tombes. Leur couleur blanche et la profusion d'arbres et de fleurs donnent une atmosphère paisible. De plus, voir la ville qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on monte offre un spectacle magique. Une fois en haut, un grand parc très soigné s'étend, avec hôtels chics et restaurants installés dans des maisons de bois rattachées. Un peu plus bas, nous voici au fameux café Pierreloti, qui rend hommage à l'écrivain français amoureux de la Corne d'Or. A l'intérieur, le style ottoman s'impose : cuisine en céramique, poêle ancien et tables en fer forgé. A l'extérieur, des tables en bois recouvertes de nappes rouges sont disposées entre les arbres. La vue sur la Corne d'Or est imprenable : les eaux du Bosphore ondulent entre les deux rives et au loin, le pont de Galata clôture ce paysage idyllique. En évitant le chemin principal lors de la redescente, on tombe sur des maisons un peu délabrées, sur l'autre versant de la colline. On se croirait dans un village rural, ce qui tranche avec l'image polissée du complexe de restaurants et d'hôtels de l'autre côté. Eyüp est définitivement un quartier habité de contrastes, entre sacralité et agitation.

* Clémence Lecornué



Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoit
Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Aurora Borealis

Mi-décembre 2013, je me suis rendu en Allemagne, précisément à Düsseldorf et Köln et la dernière semaine du même mois, j'étais à Lisbonne, au Portugal. Pour terminer, fin janvier, j'ai visité les villes d'Helsinki et Rovaniemi en Finlande. Tout a commencé par une phrase de mon épouse « *Chéri, j'ai une surprise pour toi* ». En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, nous voilà à l'aéroport d'Atatürk et 3 heures de vol plus tard, nous atterrissions à Helsinki pour reprendre un vol d'une heure direction la Laponie, où se trouve la petite ville de Rovaniemi. Nous avons été accueillis par une fine neige et le thermomètre indiquait -20 degrés. C'est là aussi que nous avons fait connaissance avec notre jeune et sympathique guide touristique, Fuat. C'est un Turc qui vient de Bakırköy, mais qui vit dorénavant à Riga (Finlande). Rapidement il nous a décrit la région, son histoire, la vie sociale et la vie sauvage. Situé à 5-6 km du centre, notre hôtel, composé de 3 étages, était en fait un chalet luxueux et très chic répondant à toutes les demandes de ses clients. Le personnel bien que taciturne était toujours souriant. Le premier soir, nous avons pris un taxi pour descendre en ville, y manger et s'y promener. A notre grand étonnement, le taxi était en fait un minibus, qui malgré la neige et le



verglas, n'avait pas mis de chaînes à ses roues. Si cela nous a étonnés au début, nous nous sommes dit qu'il valait mieux vivre comme les gens d'ici. A tel point que nous avons dû attendre que le feu passe au vert pour continuer notre route... alors qu'il n'y avait aucune voiture sur la voie. Le 1er jour, après notre petit-déjeuner et 10 minutes de route, nous arrivâmes au Cercle Polaire Arctique, là même où se trouve le village Santa Claus. Bien sûr nous avons rencontré le Père Noël et bien sûr nous avons reçu des cadeaux. Nous avons enfilé des vêtements spéciaux pour grand froid (-25°!!) pour nous rendre en snow-mobile dans une ferme d'élevage de rennes et de cerfs. C'était magnifique! Sans parler des paysages. Le 2^{ème} jour nous avons voulu voir, comme dans les films, les lacs gelés et les pêcheurs.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilaturquie.com

Carnet de voyage : Sydney, Melbourne, Adélaïde, Alice Springs, Uluru et Brisbane

L'arrivée à Sydney avec son incroyable et tatillon système de douane et contrôle aux frontières. Épreuve du questionnaire, complexe et ambiguë à remplir pour le remettre au douanier, puis récupération des valises, mais ce n'est pas encore fini puisqu'à la sortie elles peuvent être inspectées, on comprend alors que la « Porte 8 » signifie la liberté puisque pour les autres il faudra hélas passer leurs bagages dans un scanner et subir sans doute une inspection très détaillée du service intitulé « Quarantine ».



Visite de la série des « Quay » qui mènent à l'Opéra, rien n'est loin, ville très douce et agréable cela nous rappelle quelque peu San Francisco. Douceur de vivre, c'est vraiment la saison estivale qui commence ici. Des stands, véritables barnums mettent en scène des Aborigènes et leur musique.

Excursion jusqu'à l'Opéra, incroyable bâtiment mondialement connu et symbolisant des coques de navires. Nous en faisons la visite, histoire étonnante d'un architecte danois, Jorn Utzon (1918-2008) dépossédé de son œuvre en 1966. La construction ayant duré de 1959 à 1973. Il réalisa entre autre l'église de Baegvaerd (1968-1976) sur le modèle des coquilles comme pour Sydney ainsi que l'Assemblée Nationale du Koweït dans les années 80.

Autant Sydney nous a rappelé la douceur de San Francisco, autant Melbourne serait un genre de Los Angeles. Installés dans le quartier branché de Saint Kilda nous allons essayer d'en savoir plus d'ici dimanche, date à laquelle nous prendrons la voiture pour aller vers Appolo Bay.

La ville est envahie de mouches et ce même dans le taxi depuis l'aéroport. Vent de tous les diables et temps très sombre et orageux, une mer démontée. Temps gris et frais, moins de mouche, nous partons prendre un tramway pour visiter le centre ville de Melbourne, nous arrivons dans un CBD (Central Business District) totalement désert, logique car nous sommes samedi matin. Nous descendons jusqu'au Mall, nous tombons alors sur une *féerie Haussmann* transposée dans un été austral, des queues à n'en plus finir qui attendent patiemment leur tour pour arriver jusqu'à

la vitrine de Noël de leur choix du grand magasin *Miyer* que l'on pourrait situer entre *Le Printemps* et *Macy's*. Ambiance festive, des musiciens de rues, des employés municipaux habillés de rouge pour aider les visiteurs qui le demandent.

La population ici n'est pas la même qu'à Sydney, il y a beaucoup de gens qui sont dans le milieu artistique et pas mal d'ados genre punks révoltés ou encore des gothics que croisent des moines de Krishna qui vendent des ouvrages ainsi que des méthodistes acharnés à recueillir nos repentirs en cette période de Noël austral...

Si une ville d'Australie pouvait résumer le terme « *go global* » on pourrait sans doute l'appliquer à Adélaïde. Jolie ville tranquille de province aux belles et larges avenues élégantes ombragées et avec de superbes monuments. Le wifi est en libre accès et gratuit dans toute la ville.

Le centre rectangulaire est doté d'un Mall, comme à Melbourne, encore bien animé puisque nous tombons en ce 27 décembre en plein *Boxing Day*. Ce que l'on pourrait qualifier de boulevard extérieur se compose d'une série de monuments tout à fait intéressants.



Nous trouvons ensuite le Musée des Beaux Arts et celui d'Histoire Naturelle que nous visitons avec des salles remarquables sur la culture aborigène et une carte de l'Australie représentant l'intégralité de la répartition des tribus en 1973 par L'anthropologue Norman B. Tindale (1900 1993). Ce dernier a reconstitué au prix d'un énorme travail cette photographie de ce qu'était ce peuple avant la colonisation de la Grande Île. On se rend compte en regardant cette carte que l'intégralité de l'île-continent était peuplée par des centaines et des centaines de tribus. On remarquera beaucoup de choses dans ces salles consacrées à ce peuple et notamment celles à la musique et aux moyens de navigations fort modestes qui ne peuvent que renforcer l'idée d'un peuplement venu par le nord et terrestre. L'idée est aussi que ce peuple a développé une culture tout à fait originale du fait de son isolement. Et un peu comme tout en Australie, cela concerne la flore mais aussi la faune.

Une salle est également consacrée à nous faire apprendre la langue aborigène, des fascicules et des vidéos sont disponibles, nous les achetons. Cette belle avenue que nous avons visitée ce jour là se termine par le monument à la mémoire des australiens morts pendant la Grande Guerre et par le bâtiment du gouverneur de l'état de l'Australie du Sud.

C'est une antenne radio, télé satellite gigantesque qui marque l'arrivée dans la zone d'Alice Spring, la capitale du Sud de l'état Northern Territories. Brusquement, l'isolement que nous avons depuis hier avec le monde s'atténue. Internet remarche et le téléphone aussi. Alice Springs véritable oasis au milieu d'un monde désertique, nous y arrivons

en début d'après midi après avoir franchi, dans la nuit sans doute, le célèbre tropique du Capricorne. Dès la descente du train c'est une bouffée d'air brûlant qui nous arrive, différent de Singapour où il était lourd et humide, teinté de mélange de produits nettoyants et de nourriture asiatique. Là c'est le grand beau temps aride du désert, bien plus de 40 degrés et un soleil de plomb.



A Uluru, l'entrée dans le parc d'Ayers Rock : 25 dollars par personne, autant dire que les 40 minutes que nous y passons sont parmi les plus chères de l'histoire de ces lieux, je pense. La masse que nous contemplons nous apparaît presque irréaliste après l'avoir tellement vu de partout. Cependant cela pose bien plus de questions que de réponses et Uluru nous porte à la méditation c'est certain.

La nature des environs est totalement perturbée par les inondations et sécheresses de ces derniers mois, tant et si bien que nous retrouvons une famille entière de petits perroquets égarés sur le parking de l'aéroport, Connellan Airport qui permet d'amener les cohortes de touristes en visite dans la région.

A Brisbane, température très élevée, au moins 36 degrés. Nous visitons Lone Pine Koala Sanctuary pour voir une dernière fois cette faune si originale d'Australie. Nous y retrouvons beaucoup d'Adélaïde. Cette fois-ci les kangourous sont en totale liberté, nous pouvons nous approcher sans problèmes. C'est ici également le centre de protection des Koalas et avec lesquels nous pouvons nous faire prendre en photo.



D'autres animaux nous étonnent comme les Emeus ou encore les diables de Tasmanie et les dindes australiennes.

Dernier dîner ce soir à l'hôtel, au buffet à 20h30. C'est la tête pleines de souvenirs et de rêves que nous partons le lendemain à 14h40 pour Singapour, notre étape de retour, cela sera aussi l'épilogue d'un voyage tout à fait étonnant tant par la distance incroyable parcourue que par les choses extraordinaires que nous avons vues.

Oui il faudra revenir en Australie, quand nous le pourrons, et nous commencerons alors sans doute par Brisbane.

* Dr Olivier Buirette



Agenda culturel du mois de mars

Lycée français Notre Dame de Sion

Le jeudi 6 mars à 19h30 : Orçun Orçunsel & Orchestra'Sion

Le pianiste Orçun Orçunsel, également fondateur de l'orchestre Orchestra'Sion en 2010, présentera à Notre Dame de Sion deux œuvres de Beethoven en tant que chef, et un concerto pour piano de Mozart en soliste.

Les 7, 8 et 9 mars à partir de 10h : Tournoi sportif de la francophonie

Dans le nouveau complexe de Notre Dame de Sion sera organisé un tournoi sportif en équipe entre les lycéens de différents établissements francophones. Au programme de ces festivités sportives : basket-ball, football, water-polo, volleyball, tennis de table, natation et escalade.



Le jeudi 13 mars à 20h : Ars Antiqua de Paris

Fondé en 1965, l'ensemble Ars Antiqua de Paris a la particularité de jouer des compositions européennes de répertoires très variés, s'étendant du 12^e au 18^e siècle. En tournée dans le monde entier et dans les grands festivals, Ars Antiqua Paris a choisi de se produire à Notre-Dame de Sion avec au programme, musiques du Moyen-Âge, musique élisabéthaine (XVI-XVII^e siècle), et musique dite de Cour et de Village (XVI-XVII^e siècle).



Exposition Simenon reporter-photographe. De la Belgique à la Turquie, 1931-1935 14 mars au samedi 3 mai (de 11h à 18h et jusqu'à 20h les soirs de spectacles et concert)

Dans le cadre d'une exposition en partenariat avec le Consulat Général de Belgique à Istanbul seront présentées à Notre Dame de Sion quelques centaines de photographies de l'écrivain belge Georges Simenon. Issus de ses divers voyages en tant que reporter entre 1931 et 1935, ces clichés retracent son parcours, de la Belgique à la Turquie, de l'Europe à la mer Noire en passant par l'Afrique coloniale. Il y présente visages et paysages rencontrés, témoignant de son intérêt pour les cultures qu'il a traversé.

Michel Carly, spécialiste de Simenon, le qualifie d'« homme d'image » : ses clichés occupent une place essentielle dans son écriture journalistique. D'ailleurs, ses séjours en Turquie inspireront romans et reportages. Le catalogue de l'exposition, préparé avec l'aide de spécialistes, rassemble textes et présentations, pour parachever la compréhension des photographies et surtout de l'homme derrière les images, son évolution personnelle, ses découvertes du monde et notamment son passage en Turquie.



Le jeudi 27 mars à 19h30 : Burak Çebi, piano

Récital de piano de Burak Çebi, jeune pianiste turc de talent et gagnant du Premier prix ex-æquo au Concours International de Piano d'Istanbul Orchestra'Sion-organisé pour la première fois alors- en 2013, avec des compositions d'Haydn, de Berg, de Liszt et de Debussy au programme.



Le samedi 29 mars à 15h : Le désir d'apprendre au cœur de la relation éducative – le transfert et son au-delà, conditions de l'apprentissage et de la créativité

Notre Dame de Sion recevra le psychanalyste et docteur en philosophie Guy de Villiers Grand-Champs pour une conférence sur l'apprentissage. Partant de l'idée qu'établir une relation d'échanges éducatifs entre enseignants et élèves s'avère de plus en plus difficile de nos jours, la discussion, à laquelle le public sera invité à participer, traitera des origines de ce manque d'engagement de la part des élèves et des solutions à y apporter. Le psychanalyste apportera une réflexion sur le lien interpersonnel entre l'apprenti et le maître, clé de la réussite du processus d'apprentissage. Marie Liévain, chercheuse en sciences de l'éducation, participera aux discussions afin de mettre en situation les différents cas évoqués.



S i m e n o n

Reporter-Photographe Muhabir-Fotoğrafçı
1931-1935 De la Belgique à la Turquie Belçika'dan Türkiye'ye

exposition/sergi

13/03/2014 – 03/05/2014

La Galerie

Notre Dame de Sion Fransız Lisesi
Cumhuriyet Caddesi 127 Harbiye 34373 İstanbul
Tel : (0212) 219 16 97 www.nds.k12.tr

Entrée libre du lundi au samedi de 11h à 18h (20h les soirs de spectacle)/
Sergi pazar hariç her gün 11-18 saatlerinde, gösteri akşamları 20'ye kadar gezilebilir.

Designed by

PREMIUM LIFE

DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Uludağ 1930